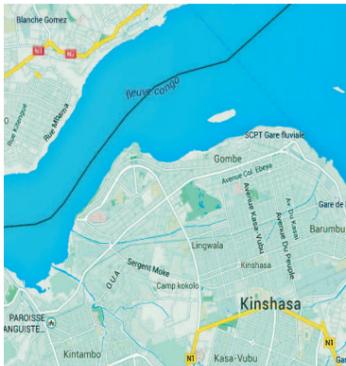


RD-CONGO



# LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200 CFA

www.adiac-congo.com

N° 3473 - MERCREDI 17 AVRIL 2019

## POLICE NATIONALE CONGOLAISE

# Recrutement des jeunes pour une formation en Egypte



Des éléments de la Police nationale congolaise (PNC)

La police nationale congolaise (PNC) a lancé le recrutement des jeunes d'Etat pour une formation à l'académie de la police de la République arabe d'Egypte. Cette formation de deux ans, selon le commissaire divisionnaire adjoint, Jean Bosco Ndonga, est réservée aux citoyens congolais âgés de 22 ans au 1er octobre prochain, détenteurs d'un diplôme d'Etat et jouissant d'une bonne santé ainsi que d'une bonne vie et de bonnes mœurs, qui auront satisfait au test psychologique, médical et psycho professionnel. A en croire le commissaire divisionnaire adjoint de la PNC, après la formation, les candidats retenus reviendront pour « être utilisés dans le domaine d'activités dans lequel ils seront formés ».

Page 3

## VIE DES PARTIS

### Jean-Claude Vuemba et le MPCR se rangent derrière Félix-Antoine Tshisekedi

Le président du Mouvement du peuple congolais pour la République (MPCR) a donné, le 16 avril à Kinshasa, un point de presse au cours duquel il a évoqué les principaux sujets politiques de l'heure, annonçant à cette occasion son soutien au président de la République.

Parlant du processus électoral, Jean-Claude Vuemba a enterré l'épisode « Lamuka », estimant que cette plate-forme était créée circonstanciellement à Genève en vue de favoriser la victoire de l'opposition à la tête de la République. Aujourd'hui, a-t-il affirmé, vidée de sa quintessence, chacun des regroupements et ou partis politiques affiliés n'a qu'à se positionner selon son idéologie. [Page 3](#)



Jean Claude Vuemba

## FORMATION DU GOUVERNEMENT

### Les jeunes du FCC recadrent leurs collègues de l'UDPS

Les jeunes du Front commun pour le Congo (FCC) ont rejeté, le 15 avril, la déclaration de leurs collègues de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) appelant à la cessation des pourparlers entre le FCC et le Cap pour le changement (Cach) pour la formation du gouvernement. La jeunesse de l'UDPS avait, pour rappel, accusé le FCC de vouloir tout prendre

en cherchant à avoir 80% des postes contre 20% pour le Cach. Les jeunes du FCC invitent les deux forces politiques « à poursuivre sans désespérer les négociations dans un esprit de partenariat pour asseoir la coalition sur des valeurs républicaines et à accélérer la mise en place des institutions du pays pour un développement durable ».

Page 2

## ÉPIDÉMIE D'EBOLA

### Cent mille personnes vaccinées contre la maladie

Le cap de cent mille a été atteint dans les provinces touchées du Nord-Kivu et de l'Ituri, a annoncé le ministère de la Santé, le 14 avril. Depuis le début de l'épidémie, le cumul des cas est de mille deux cent soixante-quatre, dont mille cent quatre-vingt-dix-huit confirmés et soixante six probables.

Page 4

## ÉDITORIAL

## Notre-Dame

Ce qui s'est passé lundi soir à Paris, sur les bords de la Seine et sous les yeux effarés de la planète entière, a rappelé ces deux vérités que tend à faire oublier la vie trépidante du monde dans lequel nous vivons : la première est que les créations de l'homme, aussi vastes et majestueuses soient-elles, peuvent se trouver sinon détruites du moins ravagées en quelques instants et sont donc loin, bien loin d'être éternelles ; la seconde est que, contrairement aux apparences, ce type de catastrophe provoque aujourd'hui une émotion collective qui dépasse de très loin le pays où elle se produit et prend de ce fait une dimension humaine qui réunit les peuples dans un même élan de solidarité.

Pour énoncer ces vérités de façon encore plus directe, disons que le feu qui a ravagé Notre-Dame de Paris porte en lui un message d'humilité que chacun d'entre nous, où qu'il vive, se doit de méditer. Vieille de huit cents ans, élevée et modelée pierre par pierre pendant des siècles, visitée chaque jour par des milliers de croyants et de touristes venus des cinq continents que compte la planète, célébrée de façon continue par les poètes et les écrivains, la cathédrale qui avait vu se dérouler en son sein de nombreux événements ayant marqué l'Histoire de France a vu se consumer en moins de trois heures la forêt de bois qui soutenait son immense toiture, se désagréger la flèche qui s'élevait à plus de quatre-vingt-dix mètres de hauteur, se détruire en un instant l'image puissante et symbolique qu'elle projetait de l'Eglise catholique au coeur de la capitale des Gaules.

Mais au-delà de ce message d'humilité, le drame qui s'est joué sous nos yeux a également montré la capacité de l'homme à conjurer le mauvais sort en s'unissant pour le combattre. Tandis qu'une foule immense se massait sur les deux rives de la Seine durant toute la soirée, des dizaines, des centaines de millions d'êtres humains ont suivi minute par minute le drame qui se jouait à Paris grâce aux télévisions et aux réseaux sociaux. Et très vite, d'innombrables voix se sont élevées de partout pour promettre à l'Eglise de France qu'elles se mobiliseront dans le but d'aider à financer la rénovation de la cathédrale.

L'Histoire confirmera ou infirmera l'ampleur du mouvement qui se dessine. Mais il ne fait aucun doute, pour nous, qu'il dépassera largement ce qu'attendent les autorités religieuses et civiles en charge de la restauration de Notre-Dame de Paris.

*Le Courrier de Kinshasa*

## FORMATION DU GOUVERNEMENT

## Les jeunes du FCC recadrent leurs collègues de l'UDPS

**La jeunesse de la plate-forme politique de l'ancien président de la République, Joseph Kabila, a rejeté, le 15 avril, la déclaration de leurs collègues du parti du chef de l'Etat, qui ont appelé à la cessation des pourparlers pour la formation de l'exécutif national.**



Le siège de l'UDPS dans la commune de Limete

Après la brouille à laquelle avait donné lieu l'élection des gouverneurs qui a vu le Front commun du Congo (FCC) rafler la quasi totalité des sièges dans les provinces, les regards sont à présent tournés vers la formation du gouvernement qui, à l'heure actuelle, bute sur la question de répartition des postes ministériels. Le FCC et le Cap pour le changement (Cach) ne parviennent toujours pas à se mettre d'accord sur la clé de répartition des portefeuilles. Le FCC voudrait avoir 80% des postes contre 20% pour Cach qui a plutôt proposé 50-50 puis 60-40, offre que le FCC refuse d'accepter. D'où l'actuel blocage.

La coalition FCC-Cach est pour ainsi dire mise à rude épreuve au regard des dissensions qui la minent de l'intérieur, symbolisées actuellement par la vive controverse entretenue par les jeunes de deux camps politiques. Ces derniers se laissent aller, depuis quelques temps, à une vile polémique qui traduit leur désaccord par rapport à la gestion du partenariat qui lie leurs regroupements poli-

tiques respectifs. Si pour les jeunes du parti au pouvoir, l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), le FCC et le Cach devront rompre leurs pourparlers pour la formation du gouvernement eu égard au manque de sincérité qui caractérise l'ancienne majorité présidentielle, la Jeunesse active du FCC (JAFCC) plaide plutôt pour la continuation des échanges. La jeunesse de l'UDPS avait, pour rappel, accusé le FCC de vouloir tout prendre et d'être de mauvaise foi.

Dans une contre-déclaration faite lundi, en réponse à celle des jeunes de l'UDPS diffusée deux jours auparavant, la JAFCC invite les deux forces politiques « à poursuivre sans désespérer les négociations dans un esprit de partenariat pour asseoir la coalition sur des valeurs républicaines et à accélérer la mise en place des institutions du pays pour un développement durable ». Toujours sur la même lancée, les jeunes du FCC ont dénoncé

« la récupération politique et l'opportunisme devenus une méthode de travail de la JUDPS qui, depuis un certain temps, confond les affaires de la coalition Cach avec celles de l'UDPS dès lors que son excellence Félix-Antoine Tshisekedi est cité ».

Une façon pour les jeunes du FCC de recadrer leurs collègues de l'UDPS, parti-phare du Cach, dont les méthodes de travail sont à leurs yeux anti-démocratiques. Et de dénoncer la tendance d'appropriation, par l'UDPS, du chef de l'Etat, Félix Tshisekedi, qui ne leur appartient plus eu égard à la stature nationale qui est la sienne aujourd'hui. « La Jeunesse de l'UDPS n'est pas représentative des intérêts du Cach et devrait comprendre que le président Félix Tshisekedi n'est plus président de l'UDPS mais plutôt de tous les Congolais comme il l'a dit à toutes les occasions », peut-on lire dans le communiqué des jeunes du FCC.

*Alain Diasso*

## LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions : Gerry Gérard Mangondo  
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion  
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé  
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia  
Service International : Nestor N'Gampoula

(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika  
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya  
ÉDITION DU SAMEDI : Quentin Loubou (Coordination), Durlly Emilia Gankama

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Commercial : Mélaine Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikomat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).  
Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali  
Coordonnateur : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa,  
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi  
Culture : Nioni Masela  
Sports : Martin Enyimo  
Comptabilité et administration : Lukombo  
Caisse : Blandine Kapinga  
Distribution et vente : Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa  
Gombé/Kinshasa - RDC -

Tél. (+243) 015 166 200

## MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)  
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

## INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Chef de service : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso  
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi  
Caisse principale : Sorrelle Oba

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga  
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna  
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré  
Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama  
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto  
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima  
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin

Mauakani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moumbélé Ngoni

## TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

## INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila  
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi  
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo  
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

## DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse  
Assistante : Marlaïne Angombo

## IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo  
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi  
Gestion des stocks : Elvy Bombete  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo  
Tél. : (+242) 05 629 1317

eMail : imp-bc@adiac-congo.com

## INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

## LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

## GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.  
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepêchesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /  
Tél.: 06 700 09 00 /  
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

## VIE DES PARTIS

# Jean-Claude Vuemba et sa formation politique se rangent derrière Félix-Antoine Tshisekedi

Le président du Mouvement du peuple congolais pour la République (MPCR) a donné, le 16 avril à Kinshasa, un point de presse au cours duquel il a évoqué les principaux sujets politiques de l'heure, annonçant à cette occasion son soutien au président de la République.

Elu de Kasangulu à la députation nationale, Jean Claude Vuemba Luzamba était jusque-là cadre de la coalition Lamuka qui a soutenu la candidature de Martin Fayulu à la présidence de la République. Parlant justement du processus électoral, le président du MPCR a particulièrement enterré l'épisode Lamuka, estimant que cette plate-forme était créée circonstanciellement à Genève en vue de favoriser la victoire de l'opposition à la tête de la République. Aujourd'hui, a-t-il affirmé, vidée de sa quintessence, chacun des regroupements et ou partis politiques n'a qu'à se positionner selon son idéologie.

Aussi at-il expliqué, son parti a opté pour accompagner le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. «Le MPCR, conscient de ses devoirs patriotiques, mu par le souci permanent de rechercher le vrai, le bien et le beau comme trilogie indispensable qui doit servir de tremplin au développement du pays, soucieux de sa responsabilité devant Dieu et la nation, après analyse de la question, s'est décidé d'accompagner le président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, afin de contribuer à l'avancement du pays, sachant qu'il n'appartient qu'aux citoyens vertueux de redorer le blason et rendre à leur patrie

des honneurs dont elle a besoin », a souligné Jean-Claude Vuemba Luzamba.

## Des élections mal organisées

Le président du MPCR a indiqué, par ailleurs, que les élections du 30 décembre 2018 qui ont conduit Félix-Tshisekedi à la présidence de la République ont été polémogènes. En effet, a-t-il dit, il ressort de l'analyse de certains concitoyens et de toute personne de bonne volonté que ces scrutins ont marqué une décadence du pays dans la voie de la démocratisation initiée depuis les accords de Sun City. Les résultats, selon lui, ont été manipulés par la Commission électorale nationale indépendante, ce qui a donné lieu à des contestations. Tout en soutenant que ces contestations sont légitimes, Jean-Claude Vuemba Luzamba a toutefois indiqué que le pays doit avancer.

«Vous avez suivi ce qui s'est passé ici en décembre dernier, les élections de 2018 ont été les plus injustes que nous avons connues ici en République démocratique du Congo. J'ai conduit nos listes au Kongo central et j'ai eu à faire quelques déplacements dans la ville de Kinshasa pour soutenir nos candidats. Malgré les tricheries, nous avons obtenu neuf députés nationaux et provinciaux, dont quatre du



Le député Jean-Claude Vuemba

MPCR », a-t-il relevé.

Mais, pour cet élu de Kasangulu, dans le Kongo central, le problème du Congo d'hier n'était pas Félix Tshisekedi, moins encore Martin Fayulu ou Moïse Katumbi, mais c'était Kabila. «Le plus grand obstacle à l'avancement du pays était le système installé par la Kabylie. De nos jours, avec la bonne foi, s'il y en a, tous ensemble, et si nous le voulons bien, nous pouvons faire avancer notre pays», a-t-il fait remarquer. Il a exhorté tous les combattants de la démocratie, de la liberté, de la résistance et des droits de l'homme à ne pas se laisser emporter par la haine et la méchanceté face à ces fléaux qui

gangrèment la République.

«Grâce à la lutte du peuple congolais, aujourd'hui, nous avons obtenu la toute première alternance démocratique et pacifique au sommet de l'Etat, un acquis démocratique à sauvegarder jalousement», a-t-il exhorté, reconnaissant tout de même qu'il y a un besoin urgent de clarification pour sortir le pays de la grande confusion dans laquelle on veut l'enfermer. C'est ainsi qu'il a soulevé des questions qui se posent sur la solidité du mariage Front commun pour le Congo et Cap pour le changement, tout comme sur l'opportunité d'un tel mariage. A propos des élections des sénateurs et

gouverneurs, Jean-Claude Vuemba a noté qu'au Kongo central, elles ont connue les mêmes turpitudes décriées ailleurs. Des cas de corruption ont été rapportés, a-t-il dit, ajoutant que la ville de Matadi a été citée par le procureur général de la République comme un des coins névralgiques où les actes de corruption ont été signalés et dénoncés. Il a indiqué des députés ont été interpellés et les procédures sont en cours. «Je n'y reviendrai pas, c'est triste pour le peuple Ne Kongo qui était les jours d'autrefois cité comme un peuple exemplaire», a-t-il laissé entendre.

Lucien Dianzenza

## MINES

## Le cobalt congolais de nouveau sur le marché mondial

Le Groupe Katanga Mining Limited a confirmé la reprise de l'exportation du minerai par sa filiale implantée en République démocratique du Congo, Kamoto Copper Company (KCC), après une interruption temporaire de plusieurs mois.

Au quatrième trimestre de 2018, la société minière KCC avait pris la douloureuse décision de suspendre temporairement l'exportation du cobalt. A l'époque, la raison avancée était la détection de l'uranium dans l'hydroxyde de cobalt à des niveaux dépassant la limite acceptable autorisée pour l'exportation dans les principaux ports de la région. Cela n'a pas empêché des vives réactions du gouvernement contraint de revoir ses prévisions de recettes minières à la baisse. Une décision d'autant plus difficile pour la société que les cours du cuivre et du cobalt ont enregistré des pics significatifs entre fin 2017 et 2018. L'on parle plus exactement d'un triplement du prix du cobalt en deux ans.

Pour le pays, il s'agit d'un terrible manque à gagner. Environ 60 % du cobalt dans le monde viennent du sous-sol congolais, plus précisément de la riche province du Lualaba. Au regard de son rayonnement international, le Lualaba est reconnu aujourd'hui comme la capitale mondiale du cobalt. L'on estime que près de cent cinquante mille creuseurs qui s'activent dans l'exploitation artisanale du cobalt et du cuivre dans cette partie du pays. Il s'agit tout de même d'une activité qui couvre environ 20 % des activités du gouvernement provincial.

Selon le communiqué du Groupe Katanga Mining Limited, la société a mis tout en œuvre pour corriger la lacune à l'origine de la suspension temporaire. Actuellement, sa filiale est en mesure de proposer un produit à faible teneur de radioactivité, conformément à la réglementation nationale. «Les faibles niveaux de radioactivité détectés à ce jour dans l'uranium ne pré-

sentent aucun risque pour la santé et la sécurité», a-t-elle assuré.

Par ailleurs, une solution technique à long terme sous la forme d'une installation d'échange d'ions serait même en discussion entre KCC, le ministère des Mines et l'Agence congolaise de l'énergie atomique. Au-delà, d'autres pistes sont examinées pour mettre au point diverses solutions alternatives, opérationnelles et réglementaires pour relancer l'exportation et la vente de cobalt.

Selon les dernières informations en notre possession, KCC a produit environ neuf cent trente tonnes de cobalt confiné conforme aux réglementations applicables depuis janvier dernier. Malheureusement, la situation du marché mondial a bien évolué depuis le début de cette année, avec une chute du cobalt qui ne manquera pas d'avoir un impact sérieux sur l'économie congolaise.

Laurent Essolomwa

## POLICE

## Recrutement des jeunes pour une formation en Egypte

La formation est réservée aux citoyens congolais âgés de 22 ans au 1er octobre, détenteurs d'un diplôme d'Etat et jouissant d'une bonne santé, d'une bonne vie et de bonnes mœurs, qui auront satisfait au test psychologique, médical et psycho professionnel.

La police nationale congolaise (PNC) a lancé le recrutement des jeunes d'Etat pour une formation à l'académie de la police de la République arabe d'Egypte. D'une durée de deux ans, selon le commissaire divisionnaire adjoint Jean Bosco Ndonga, celle-ci n'est réservée qu'aux jeunes garçons qui auront au plus 22 ans au premier 1er octobre prochain.

Les candidats intéressés par cette offre devront se présenter au bureau des ressources humaines de la PNC, au Commissariat général de la police jusqu'au 17 avril, munis de leur certificat de bonne vie et mœurs. «Le candidat doit être détenteur d'un diplôme d'Etat, de sexe masculin. Ces candidats doivent être ceux qui jouissent d'une bonne vie et de bonnes mœurs, qui ont un état de santé satisfaisant. Ils vont passer par un test psychologique, mé-

dical et psycho professionnel. Le concours comprend l'évaluation de connaissances, l'aptitude physique, ... Ce sont des préalables que les candidats doivent remplir », a expliqué le général Jean Bosco Ndonga.

A en croire cet officier supérieur de la police nationale, après la formation, les candidats retenus reviendront pour « être utilisés dans le domaine d'activités dans lequel ils seront formés ».

Cette initiative, a expliqué le général Jean-Bosco Ndonga, rentre dans le cadre du partenariat entre nations. L'Egypte, a-t-il dit, accorde chaque année un certain nombre d'opportunités aux jeunes congolais. Il s'agit des jeunes qui sont déjà en activité dans la police ou ceux qui viennent de la vie civile. «L'ambassade de l'Egypte a précisé des critères de sélection. Il s'agit, dans un premier temps, des citoyens congolais qui sont âgés de tout au plus 22 ans au 1er octobre 2019, de sexe masculin et détenteur d'un diplôme d'Etat », a-t-il insisté, notant que ceux qui seront retenus seront seulement ceux qui vont remplir les critères et réussir au concours.

L.D.

## ÉPIDÉMIE D'EBOLA

## Cent mille personnes vaccinées contre la maladie

**Le cap de cent mille a été atteint dans les provinces touchées du Nord-Kivu et de l'Ituri, a annoncé le ministère de la Santé, le 14 avril.**

Parmi les personnes vaccinées, a indiqué le ministère, vingt-sept mille sept cent soixante-six sont des agents de santé de première ligne, vingt-six mille trois cent vingt-huit sont des contacts à haut risque de cas confirmés et quarante-six mille trois cent soixante-seize sont des contacts de contacts.

Jusqu'à présent, le seul vaccin à être utilisé contre l'épidémie d'Ebola est le rVSV-Zebov, fabriqué par le groupe pharmaceutique Merck, après l'approbation du Comité d'éthique dans sa décision du 19 mai 2018.

Ce vaccin est efficace à 97,5% et a fait l'objet d'une étude menée par l'Institut national de recherche biomédicale et l'Organisation mondiale de la santé. Les résultats préliminaires de cette recherche ont confirmé la très grande efficacité de ce produit et de la

vaccination en ceinture pour limiter la propagation de l'épidémie. D'ailleurs, l'augmentation importante des nouveaux cas confirmés ces dernières semaines, en particulier dans les foyers actifs de Butembo et Katwa, s'explique en partie par l'arrêt momentané des activités de vaccination au mois de mars, suite à la montée de la violence contre les équipes de la riposte. A cause de cette violence, quarante-cinq cercles (rings) de vaccination n'ont pas pu être ouverts autour de cas confirmés.

La vaccination contre Ebola ne concerne pas tout le monde et ne se donne pas n'importe comment. La stratégie utilisée, appelée vaccination en ceinture, vise à créer un cercle de personnes immunisées contre le virus autour d'un patient confirmé afin de briser la chaîne de transmission. Ce qui fait que seuls les prestataires des soins, les contacts du malade et les contacts des contacts sont visés par la vaccination.

## Situation épidémiologique



La vaccination contre Ebola

Depuis le début de l'épidémie, le cumul des cas est de mille deux cent soixante-quatre, dont mille cent quatre-vingt-dix-huit confirmés et soixante-six probables. Huit cent quatorze décès ont été documentés dont sept cent quarante-huit confirmés et soixante-six probables. Trois cent soixante-quatorze personnes ont été déclarées

guéries. Par contre, deux cent trente et un cas suspects sont en cours d'investigation ; treize nouveaux cas ont été déclarés confirmés, dont sept à Katwa, deux à Mabalako, un à Mandima, un à Musienene, un à Butembo et un autre à Oicha. Onze nouveaux décès de cas confirmés ont été rapportés, à savoir six communautaires,

dont quatre à Katwa et deux à Mabalako. Cinq décès au centre de traitement ont été signalés, précisément trois à Katwa et deux à Butembo. Trois nouveaux cas de guérison ont été enregistrés, dont un sorti du centre de traitement de Butembo, un de celui de Beni et un autre de Mabalako.

Blandine Lusimana

## GENRE

## La Fédération des femmes pour la paix mondiale appelle la gent féminine à penser positif

**L'invitation a été lancée, le 13 avril, au cours de la célébration du 27<sup>e</sup> anniversaire de la création de l'organisation. La cérémonie s'est déroulée dans la salle des réunions du Centre national de transfusion sanguine, dans la commune de Bandalungwa, à Kinshasa.**

L'assistance a suivi avec attention des allocutions, des interventions diverses, lors de la cérémonie agrémentée par la chorale Nouvel espoir de l'église la Fédération des familles pour la paix mondiale et l'unification. Le thème de l'événement a été « Femmes, piliers de la paix et du développement pour la cohésion nationale ». Après la projection d'une vidéo des activités de la Fédération des femmes pour la paix mondiale (FFPM), des interventions liées à la condition féminine ont été présentées respectivement par la présidente de l'ONG Cepelco, Marlène Kenny Ekanga, suivie de celle la présidente de l'ONG Abef/ND, Monique Arwath, pendant que Thérèse Ndaya Mukeba a assuré la modération. On a noté la présence de Susan Kone qui a exhorté les participantes

à adopter une attitude positive et à toujours avoir une pensée positive tout le long de leur vie, dans la mesure où « les femmes ont le pouvoir et les potentialités de transformer une société décadente en une société saine et heureuse. Ce changement se traduit par la réconciliation et la paix, axée sur le caractère maternel des femmes, l'amour et la sociabilité », a-t-elle fait savoir.

Prenant la parole d'entrée de jeu, Jackie Landu Yendo, présidente de la FFPM-RDC, a brossé l'historique de cette organisation dont la devise est garante en interpellation par elle-même, à savoir vivre pour les autres. En 1992, la révérende Dr Hak Ja Kan Moon avait effectué une tournée de conférences inaugurales de la FFPM dans leurs fondations à travers le monde, notamment en Corée, en Amérique, au Japon, en Europe et en Afrique. Créée le 10 avril 1992 à Séoul, en Corée du Sud, la FFPM est une ONG œuvrant pour la dignité de la femme et la stabilité de la famille ainsi qu'en faveur de l'éta-

**«Le temps est venu pour les femmes de prendre le devant et de réparer nos erreurs. Ne loupions pas cette chance, c'est notre ère, le printemps de la femme ».**

blissement de la paix dans le monde.

Préoccupée par la difficulté des associations féminines à résoudre efficacement les problèmes qui rongent le monde, le Dr Hak Ja Kan Moon a voulu apporter un éclairage nouveau à travers son message de paix, base de l'éducation de la femme, enseignement de base de la FFPM, a indiqué Jackie Landu dans son mot de circonstance. « Nous venons d'horizons religieux et culturels différents, mais au-delà de toutes ces différences, il y a une chose unique liée à la plupart d'entre nous ici. Nous

sommes des femmes et pas n'importe lesquelles, celles qui sont unies pour construire un monde meilleur et plus sûr pour nos enfants et nos familles. Car, c'est la mère qui donne naissance et élève les enfants avec un cœur maternel (à savoir que son mari est son premier fils) », a-t-elle laissé entendre. La présidente de la FFPM en RDC a ajouté: «Le temps est venu pour les femmes de prendre le devant et de réparer nos erreurs. Ne loupions pas cette chance, c'est notre ère, le printemps de la femme »,

La FFPM travaille en parte-

nariat avec le gouvernement, l'ONU pour atteindre les Objectifs de développement durable, particulièrement en ce qui concerne l'éradication de la pauvreté et le renforcement des capacités des femmes (confère les objectifs de la femme à l'horizon 2030). Ses membres sont des femmes de toutes les catégories sociales qui partagent sa vision d'un monde de la paix et transcendent les traditions religieuses, les barrières de races, les nationalités, les ethnies... pour se joindre aux hommes en vue d'une paix globale. La FFPM rassemble les femmes qui cherchent à renouveler les vraies valeurs de la famille et réaliser des sociétés et un monde de paix à travers l'éducation et la morale centrée sur l'amour vrai. C'est dans ce cadre que le point focal de l'Asbl ND est intervenue sur le sujet très complexe de l'avortement clandestin, un mal qui ronge et détruit la vie dans des familles. Les femmes doivent se tenir debout et exploser afin d'amener le développement.

Martin Engimo

## PRÉPARATION DE LA CAN 2019

## La RDC envisage d'affronter en amical l'Algérie et le Sénégal

Après le tirage au sort de la compétition, l'heure est à présent à la préparation. Des sources de la Fédération congolaise de football association, on envisagerait un match amical avec l'Algérie.

Les Léopards et les Fennecs d'Algérie pourront disputer un match amical, le 16 juin, en Espagne, apprend-on. Dans une correspondance datée du 14 avril et adressée à la Fédération congolaise de football association, la Fédération algérienne de football a formulé une demande dans ce sens, attendant la confirmation des deux sélectionneurs, Djamel Belmadi de l'Algérie et Florent Ibenge de la République démocratique du Congo (RDC). « Suite à l'accord verbal entre nos deux managers généraux en marge du tirage au sort de la CAN 2019, je vous prie de bien vouloir confirmer la disponibilité de la sélection de la RDC à jouer un match en amical contre notre sélection, le 16 juin, en Espagne, dans un lieu à déterminer ultérieurement »,

--précise la correspondance de l'instance algérienne de football. En effet, les deux sélectionneurs se sont rencontrés le 12 avril au Caire, en Egypte, en marge du tirage au sort des vingt-quatre pays qualifiés à la 32e édition de la Coupe d'Afrique des nations (CAN).

La RDC s'est retrouvée dans le groupe A avec le pays organisateur ainsi que le Zimbabwe et l'Ouganda. Or Florent Ibenge est pour une préparation en Italie ou en Turquie. L'Algérie, pour sa part, fait partie du groupe C, avec la Sénégal comme tête de série, le Kenya et la Tanzanie qui prend part à une phase finale de la CAN pour la première fois depuis 1980. « C'est à mes yeux, un tirage assez équilibré, avec un Sénégal que tout le monde connaît. Les Sénégalais sont favoris dans cette compétition et pas seulement dans notre groupe. Après, il y a le Kenya et la Tanzanie. Ce sont des équipes qu'il va falloir bien étudier. Il va falloir être prêt dès le



Les Léopards de la RDC

premier match, face aux Kényans », réagissait le sélectionneur Djamel Belmadi, ancien joueur de Marseille. Outre l'Algérie, la RDC va s'opposer en amical au Sénégal, a annoncé, le 16 avril, le sélectionneur des Léopards. « On s'est convenu pour pouvoir jouer avec

l'Algérie parce qu'on est dans un même groupe avec l'Egypte. Comme on a aussi le Zimbabwe, j'ai eu le contact avec un pays de l'Afrique australe. Comme on va également jouer contre l'Ouganda, il faut qu'on joue en amical avec le Sénégal. J'ai parlé avec

le sélectionneur sénégalais que je connais, on est d'accord, maintenant, il faut trouver les bonnes dates et les endroits. Les négociations sont avancées, mais rien n'est encore signé », a laissé entendre Florent Ibenge.

Martin Engimo

## INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo  
un acteur économique majeur à vos côtés



\* CONNECTEZ-VOUS

[www.lesdepechesdebrazzaville.fr](http://www.lesdepechesdebrazzaville.fr)  
[www.adiac-congo.com](http://www.adiac-congo.com)

LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ  
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Gessou  
Brazzaville - République du Congo  
[regie@lesdepechesdebrazzaville.fr](mailto:regie@lesdepechesdebrazzaville.fr)



## ÉCONOMIE NUMÉRIQUE

## Osiane 2019 se fixe l'objectif de protéger les citoyens du cyberspace

Le Premier ministre congolais, Clément Mouamba, a appelé mardi à Brazzaville, à l'ouverture de la troisième édition du Salon international des technologies de l'information et de l'innovation (Osiane), les Etats africains à faire en sorte que le cyberspace soit avant tout un lieu où l'exercice des libertés fondamentales et la protection de la vie privée sont garantis.

« Nous devons renforcer notre sécurité et en même temps développer de nouveaux modèles économiques tout en garantissant le savoir technologique à nos jeunes si enthousiastes et si imaginatifs », a déclaré le Premier ministre.

Le salon Osiane devient au fil du temps, a soutenu Clément Mouamba, « une référence pour la sous-région d'Afrique centrale » dans l'appropriation collective des innovations et des technologies. Il se tient jusqu'au 18 avril sur le thème « Développer la confiance numérique pour garantir une économie prospère ».

Un thème qui rappelle la nécessité pour les Etats à mieux cerner « les paradigmes qui obligent à être plus vigilants et plus déterminés » face à la protection des citoyens sur internet.

L'essor de l'internet a, en effet, indubitablement conduit de nouvelles approches vers le numérique avec au fond des controverses sur la protection des citoyens, la confidentialité et l'intégrité des données personnelles. Quoique certain, on peut cependant admettre qu'internet constitue aujourd'hui un moyen incontournable de développement économique et social.

La révolution numérique, en même temps qu'elle transforme aussi bien la vie quotidienne que l'économie et les modèles de production industrielle, re-



Clément Mouamba à l'ouverture du Salon Osiane 2019

présente un véritable levier de performance et un formidable accélérateur d'innovations, offrant des opportunités nouvelles de développement.

Pourtant, elle est aussi épiée par les menaces de toutes sortes. Le Congo, a rappelé le ministre des Postes, des télécommunications et de l'économie numérique, Léon Juste Ibombo, a dans ce contexte « approuvé récemment en Conseil des ministres

et transmis au parlement pour adoption la législation sur la cybercriminalité, la cybersécurité, la protection des données à caractère personnelle, les transactions électroniques ».

« Nous sommes également résolus à mettre en place l'Agence nationale de sécurité des systèmes d'informations et la Commission nationale de protection des données afin

d'assainir notre environnement numérique », a soutenu Léon Juste Ibombo.

C'est donc un ensemble de thèmes ficelés par l'association Pratic que dirige Luc Missidimbazi, initiateur de ce salon, qui emplit ce rendez-vous. Des experts nationaux et internationaux ont d'ores et déjà entamé des discussions sur l'Open sources et la souveraineté nationale; sécurité et l'économie numérique et com-

ment se protéger des risques; les plates-formes de création des médias; numérique et inclusion financière; données numériques: protection, traitement et internet des objets, enjeux pour le développement. La troisième édition du Salon Osiane s'est ouverte en présence des ministres des Télécommunications et de l'économie numérique du Gabon et de la République démocratique du Congo. « Nous nous réunissons cette année dans un contexte assez particulier, face à des enjeux émergents ou persistants qui font que les regards se tournent de plus en plus vers nous, autorités chargées de garantir la confiance numérique pour une économie prospère comme le stipule le thème de cette rencontre », a déclaré Guy-Maixent Mamiaka, ministre de la Communication, de l'économie numérique et de la poste de la République Gabonaise, lors de la table ronde ministérielle organisée après l'ouverture du salon.

Si l'année dernière le salon a accueilli plus de deux mille cinq cents participants, cette année il en accueille plus de cinq mille et propose des stands déjà remplis pour permettre aux sociétés de vendre leur technologie et d'échanger sur diverses pratiques. Tables rondes, ateliers et formations sur des thèmes aussi variés ont déjà débuté.

Quentin Loubou

## SOUDAN

## Les appels à la passation rapide de pouvoir aux civils se multiplient

L'Union africaine, les pays occidentaux et les manifestants ne cessent de demander aux militaires, au pouvoir, de passer la main aux autorités civiles dans le pays, où des milliers de protestataires refusent toujours de mettre fin à leur sit-in devant le Quartier général (QG) de l'armée.

Dans un communiqué rendu public, le 15 avril, l'Union africaine (UA) a menacé de suspendre le Soudan de son effectif si l'armée, à la tête du pays depuis la destitution du président Omar el-Béchir, ne quitte pas le pouvoir au profit d'une « autorité politique civile ».

Le Conseil de Paix et de sécurité (CPS) de l'UA « demande que l'armée soudanaise se retire et remette le pouvoir à une autorité politique civile (...) d'ici à quinze jours maximum », insiste le texte.

L'UA a averti que si les militaires au pouvoir ne s'exécutent pas, certains de ses protocoles seront mis en place, dont « la suspension de la participation du Soudan à toutes les activités de l'UA jusqu'au rétablissement de l'ordre constitutionnel ». Elle a condamné et rejeté « la prise de pouvoir par l'armée

soudanaise, ainsi que son intention de mener une période de transition de deux ans ». L'organisation a souligné qu'« une transition menée par les militaires serait complètement contraire aux aspirations du peuple soudanais, ainsi qu'aux instruments pertinents de l'UA ».

Estimant que le renversement d'un « président élu démocratiquement n'est pas conforme aux provisions pertinentes de la Constitution soudanaise de juillet 2005 », le CPS a qualifié la prise de pouvoir de l'armée de « coup d'Etat ». Il a appelé l'autorité civile qui sera investie à mener « un processus inclusif et consultatif impliquant tous les acteurs et intervenants politiques soudanais », afin de trouver un accord sur les modalités de la transition menée par cette autorité civile.

Très souvent à la suite d'un

coup d'Etat, l'UA qui compte cinquante-cinq Etats membres suspend toujours le pays où les dirigeants en place sont renversés. C'est le cas de l'Egypte et de la Centrafrique, qui ont été écartées de l'organisation continentale en 2013 et y ont depuis été réintégrées.

La contestation réclame la dissolution du Conseil militaire S'agissant des appels de pays occidentaux à une passation rapide du pouvoir aux civils, ils se sont multipliés depuis l'arrivée d'Abdel Fattah al-Burhane, le 12 avril, même s'il s'est « engagé à instaurer un gouvernement entièrement civil », sans donner de calendrier. Ce nouvel homme fort soudanais a succédé au général Ibn Ouf, resté seulement vingt-quatre heures à la tête du Conseil militaire.

Parmi les pays qui pressent les militaires à instaurer un gouvernement civil figurent

les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la Norvège, qui les ont demandé d'entamer un dialogue avec toutes les parties pour mener à bien le transfert du pouvoir.

« Cela doit se faire rapidement et de manière crédible, avec les organisateurs de la contestation, les chefs de l'opposition, des représentants d'organisations civiles et avec toutes personnes de la société civile dont la présence serait justifiée, en incluant des femmes », ont précisé ces trois pays.

A Khartoum, loin d'être dissuadés par la destitution par l'armée, le 11 avril, du président Omar el-Béchir, et les promesses faites par le Conseil militaire de transition, des milliers de Soudanais campent toujours devant le siège de l'armée.

Les meneurs de la contestation réclament la dissolution

du Conseil militaire et son remplacement par une instance civile. « Nous voulons la dissolution du Conseil militaire et son remplacement par un conseil civil qui comprenne des représentants de l'armée », a confié Mohamed Naji, un responsable de l'Association des professionnels soudanais. Celle-ci, à la pointe du mouvement de contestation, réclame aussi le renvoi du chef du pouvoir judiciaire, Abdelmajid Idris, et du procureur général, Omer Ahmed Mohamed.

Arrivé au pouvoir par un coup d'Etat en 1989, Omar el-Béchir, 75 ans, a été renversé, le 11 avril, par les militaires, près de quatre mois après le début d'un mouvement de contestation inédit qui a fini par s'installer, le 6 avril, devant le QG de l'armée, pour réclamer le soutien des militaires.

Nestor N'Gampoula

## AIDE AU DÉVELOPPEMENT

## Deux projets pour améliorer le climat des affaires en Afrique

L'Union européenne (UE) et le Fonds monétaire international (FMI) mettront en place deux projets conjoints pour améliorer le climat des affaires sur le continent, indique un communiqué de la Commission européenne.

Les programmes qui seront dévoilés en marge des réunions de printemps de la Banque mondiale à Washington seront accompagnés d'un financement de dix millions d'euros de la part de l'UE pour l'assistance technique et le renforcement des capacités dans les pays africains. « Il [ce financement, ndlr] stimulera l'intégration régionale et les réformes de la gouvernance économique en Afrique, conformément à notre Alliance Afrique-Europe pour des investissements et des emplois durables », a indiqué, à cet effet, Neven Mimica, commissaire de l'UE chargé de la coopération internationale et du développement.

En février, l'institution annonçait déjà un financement de deux cent vingt-cinq millions d'euros en faveur de vingt-cinq pays africains. Celui-ci devait permettre de renforcer la création d'emplois, la sécurité et l'intégration régionale.

Notons que l'UE est l'un des partenaires les plus importants du FMI dans sa stratégie de renforcement des capacités pour avoir notamment financé 50 % des contributions extérieures de l'institution entre 2016 et 2018.

Josiane Mambou Loukoula

## SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

## Le PAM achemine l'aide chinoise à des pays africains

Des bateaux transportant des milliers de tonnes de riz ont quitté, le 13 avril, le port de Huangpu de Shanghai, pour la Somalie, la République démocratique du Congo (RDC), le Soudan du Sud, le Congo et le Lesotho.

L'aide chinoise a permis au Programme alimentaire mondial (PAM) d'acheter plus de quatre-vingt-sept mille tonnes de riz en Chine et d'autres aliments à l'échelle nationale, qui bénéficieront à environ trois cent mille personnes vulnérables. Cette aide est accordée aux personnes déplacées et réfugiées, dont nombreux sont des femmes et des enfants issus des pays bénéficiaires confrontés à une série de problèmes qui pourraient toucher la sécurité alimentaire, dont des conflits armés, des catastrophes liées au climat et des économies au ralenti.

« Le soutien chinois nous permet d'élargir l'étendue de notre travail et de couvrir davantage de personnes ayant un besoin urgent d'aide alimentaire », a indiqué Qu Sixi, représentant du bureau du Programme alimentaire mondial (PAM) en Chine. « Nous espérons renforcer davantage notre partenariat avec la Chine et faire des efforts conjoints pour éradiquer la faim », a-t-il poursuivi.

Said Jama Mire, chargé d'affaires de l'ambassade de Somalie en Chine, a également exprimé sa gratitude. « Nous sommes très reconnaissants pour le soutien chinois concernant ce don alimentaire à la Somalie et à d'autres frères africains. Je voudrais également remercier le Programme alimentaire mondial pour leur soutien important au peuple somalien », a-t-il indiqué.

J.M.L.

## MIGRATION

## L'Italie redoute les conséquences des combats en Libye

Rome craint d'être affectée par de nouvelles vagues de flux migratoire vers ses côtes, compte tenu de sa proximité, notamment géographique, avec son ancienne colonie.

La République d'Italie est particulièrement préoccupée par l'offensive du maréchal Khalifa Haftar, homme fort de l'est libyen, qui tente, depuis le 4 avril, de s'emparer de Tripoli. Ces combats pourraient, sans l'ombre d'un doute, engendrer une crise humanitaire comme le renseignent les précédents affrontements.

Par mesure de précaution, le président du Conseil, Giuseppe Conte, a donc reçu, à Rome, Ahmet Meetig, le bras droit de Fayez al-Sarraj et le ministre des Affaires étrangères du Qatar, Cheikh Mohamed bin Abdulrahman al-Thani, qui soutient le gouvernement d'union nationale. L'objectif de Giuseppe Conte est de faire jouer à l'Italie un rôle de médiateur pour trouver une solution « non militaire », en mesure d'éviter une guerre civile totale. Le front plissé, les sourcils froncés, le président du Conseil italien s'est montré particulièrement soucieux devant la presse suite à ses entretiens avec les deux hommes : « Nous demandons un cessez-le-feu immédiat et le retrait des forces du maréchal Haftar. L'unique solution passe par le dialogue », a-t-il déclaré. Rome craint avant tout une crise humanitaire « aux effets dévastateurs pour la Libye, l'Italie et le reste de l'Europe ». Évoquant le risque d'arrivées massives de réfugiés de guerre vers les côtes du sud de la Péninsule, Giuseppe Conte appelle donc de ses vœux à « une cohésion au niveau international », sous l'égide des Nations unies.

J.M.L.

## MONNAIE ÉLECTRONIQUE

## De nouveaux textes en gestation dans la zone Cémac

Deux nouveaux textes sont en préparation par la Commission bancaire d'Afrique centrale, en vue de compléter la régulation déjà existante des activités d'émission et de paiement de monnaie électronique. L'un des documents consiste à définir les normes prudentielles qui seront applicables aux établissements de paiement.

La montée en puissance des porte-monnaies via le mobile a vu se créer une multitude d'acteurs non bancaires, dont les activités sont soit de collecter des dépôts d'argent, soit de permettre des retraits d'argent depuis les téléphones portables. Si cela a contribué à la généralisation du mobile money, il subsiste néanmoins un risque latent que le régulateur bancaire de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac) veut anticiper. Avec ce projet de régulation qui est d'ordre prudentiel, l'on devrait s'attendre désormais à ce qu'il faille mobiliser un certain montant d'argent en fonds propres, pour exercer cette activité. Il existe, en effet, un risque qu'une situation de faillite ou de détournement pousse un établissement à ne

plus honorer ses engagements de paiement. Une situation qui pénaliserait aussi bien les déposants que les émetteurs de monnaie électronique.

Ce risque concerne aussi les prestataires de services de paiement autres que les établissements de paiement, qui vont de la petite et moyenne entreprise à des individus dans des quartiers. Sur ce second point aussi, un texte est en cours de préparation, en vue de réguler les obtentions d'agréments et leurs modifications de statuts.

Les nouveaux textes pourraient redistribuer les cartes dans le secteur, notamment du mobile money, qui a mis à mal les opérateurs classiques de transfert d'argent. L'obligation de disposer d'un matelas de fonds propres en couverture des risques po-

tentiels pourrait exclure de nombreuses personnes qui proposent ce service en tant qu'individus, et repositionner les leaders déçus, notamment avec l'introduction prochaine de l'interopérabilité dans la sous-région.

Selon un récent rapport de la Banque des Etats de l'Afrique centrale, le volume d'argent circulant dans les comptes de mobile money, et non encore décaissé, a atteint à la fin 2018 l'encours de 125,7 milliards francs CFA, soit trois fois son encours de la fin 2016. Aussi, le nombre d'utilisateurs actifs de services de monnaie électronique a atteint les 6,7 millions. Enfin, la valeur des transactions de monnaie électronique a atteint les 8 300 milliards francs CFA, soit sept fois le montant de 2016.

J.M.L. et Agence Ecofin

## CYCLONE IDAI

## 1,6 million d'enfants ont besoin d'assistance

Un mois après l'ouragan qui a ravagé des régions du Mozambique, du Malawi et du Zimbabwe, l'Unicef a déclaré, le 15 avril, que plus d'un million d'enfants vulnérables doivent être assistés d'urgence en matière de santé, de nutrition, de protection, d'éducation, d'eau et d'assainissement.

« Toute interruption prolongée de l'accès aux services essentiels pourrait entraîner des épidémies et des pics de malnutrition, auxquels les enfants sont particulièrement vulnérables », a averti le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), dans un communiqué.

Les besoins humanitaires restent énormes, selon l'agence onusienne. Au Mozambique, un million d'enfants ont besoin d'aide, plus de quatre cent quarante-trois mille au Malawi et cent trente mille au Zimbabwe. « Le chemin de relèvement sera long. Il est impératif que les partenaires humanitaires soient présents à chaque étape du processus. Nous devons aider les enfants et les familles à survivre et à se remettre sur pied », a affirmé la directrice exécutive de l'Unicef, Henrietta Fore.

Depuis le passage du cyclone, le Mozambique a déjà enregistré quatre mille six cents cas de choléra et quelque sept mille cinq cents cas de paludisme, a signalé l'agence onusienne.

L'accès aux services pour plus de cent trente mille enfants qui sont toujours déplacés à la suite du cyclone préoccupe particulièrement l'Unicef. La plupart d'entre eux se trouvent au Mozambique et au Malawi. Rien qu'au Mozambique, plus de deux cent mille maisons ont été détruites par la tempête. « Les enfants qui vivent dans

des abris surpeuplés ou loin de chez eux risquent d'être malades, exploités et mal-traités », a prévenu Henrietta Fore, qui a visité Beira immédiatement après le passage de l'ouragan. Dans les trois pays, les eaux de crue ont largement reculé et certaines familles touchées ont commencé à rentrer chez elles. Pourtant, des milliers de personnes restent dans des camps d'évacuation parce que leurs maisons ont été endommagées ou détruites. Pour l'heure, l'Unicef et ses partenaires continuent de répondre aux besoins humanitaires urgents des enfants et des familles.

En Mozambique, l'agence a notamment fourni des vaccins pour vacciner avec succès neuf

cent mille personnes contre le choléra, a commencé à distribuer cinq cent mille moustiquaires pour protéger les enfants du paludisme et a aidé à rétablir l'approvisionnement en eau de cinq cent mille personnes dans la ville de Beira.

Dans les semaines à venir, des campagnes de vaccination contre la rougeole prendront le relais. L'Unicef appuie également la création de plusieurs dispensaires dans les zones de réinstallation.

Depuis que le cyclone a frappé le Malawi, l'agence onusienne a fourni de l'eau potable à plus de cinquante-trois mille personnes et des toilettes à plus de cinquante et un mille autres.

Au Zimbabwe, le Fonds a fourni des informations essentielles à plus de soixante mille personnes pour prévenir les maladies d'origine hydrique et lancé une campagne de vaccination contre le choléra, en partenariat avec les autorités zimbabwéennes et l'Organisation mondiale de la santé, pour protéger plus de quatre cent quatre-vingt mille personnes.

A ce jour, l'Unicef a lancé un appel de cent vingt-deux millions de dollars pour soutenir son action humanitaire en faveur des enfants et des familles touchés par la tempête dévastatrice et ses conséquences, au Mozambique, au Zimbabwe et au Malawi au cours des neuf prochains mois.

J.M.L.

« Toute interruption prolongée de l'accès aux services essentiels pourrait entraîner des épidémies et des pics de malnutrition, auxquels les enfants sont particulièrement vulnérables »

## CHOC EN FRANCE

## Un «terrible» incendie ravage l'emblématique Notre-Dame de Paris

La cathédrale a été ravagée par un très violent incendie lundi soir, qui a fait s'effondrer la flèche du monument historique le plus visité d'Europe, provoquant une émotion immense dans le pays et dans le monde.

«Terrible incendie», a déploré la maire de Paris, Anne Hidalgo, alors que des milliers de Parisiens se massaient sur les ponts de l'île de la Cité, en plein cœur de Paris, émus et tristes face à la destruction d'un monument véritablement inscrit dans l'ADN de cette ville et de la France.

Le président Emmanuel Macron, qui devait se rendre sur place, a exprimé «l'émotion de toute une nation», tweetant: «Je suis triste ce soir de voir brûler une part de nous».

Cet incendie est «potentiellement lié» aux travaux de rénovation de l'édifice, selon les pompiers. Cet incendie s'est déclaré au premier jour de la Semaine sainte, très importante fête catholique.

Une épaisse fumée aux teintes jaunâtres se dégageait de l'édifice, dévoré par les flammes, des images impressionnantes que diffusaient en direct télévisés et réseaux sociaux en France.

Le feu, qui s'est propagé rapidement, a pris dans les combles de la cathédrale gothique, ont indiqué les pompiers. Il semble être parti vers 16h50 GMT d'échafaudages installés sur le toit de l'édifice, construit entre le XII<sup>e</sup> et le XIV<sup>e</sup> siècle, selon les pompiers.

En début de soirée, la flèche, dressée sur les quatre piliers du transept avec ses 93 m de haut, s'est effondrée. «Désormais une mission particulière a été



La célèbre cathédrale Notre-Dame de Paris en proie aux flammes lundi soir (Hubert Hittier/AFP)

engagée pour tenter de sauver toutes les œuvres d'art qui peuvent l'être», a déclaré l'adjoint à la maire de Paris, Emmanuel Grégoire.

Signe de la gravité de cet incendie mais aussi du choc et de l'émotion qu'il provoque, le président français a reporté son allocution très attendue sur la crise des gilets jaunes. La présidence française n'a pas précisé quand cette intervention aurait lieu. «Un terrible incendie est en cours à la ca-

thédrale Notre-Dame de Paris», avait tweeté Anne Hidalgo.» Les @PompiersParis sont en train de tenter de maîtriser les flammes», ajoutait-elle.

Le président américain, Donald Trump, a réagi, confiant que l'incendie était «horrible à voir». Il faut «agir vite», a-t-il lancé sur Twitter. La chancelière allemande, Angela Merkel, a elle salué un «symbole de la France et de notre culture européenne».

Des centaines de Parisiens et

touristes regardaient avec anxiété l'immense panache de fumée depuis les ponts de Paris menant vers Notre-Dame, a constaté une journaliste de l'AFP.

Les flammes, de couleur jaune et très élevées, étaient visibles de loin du fait de la clarté du ciel parisien ensoleillé lundi soir.

Une odeur de brûlé commençait également à se répandre dans les quartiers avoisinants et des sirènes de pompiers étaient entendues dans plusieurs quartiers

du secteur.

Des images apocalyptiques d'un monument à la renommée mondiale «C'est de la folie, je n'arrive pas à y croire, j'ai envie de pleurer; tout le toit brûle», a déclaré à l'AFP à proximité de la cathédrale, Nathalie, 50 ans, Française qui vit à Londres.

«Notre Dame is on fire?!» («Notre Dame est en feu ?») interrogeait, incrédule, une touriste japonaise. «J'espère que c'est pas un attentat», ajoutait une autre personne en français.

Environ treize millions de touristes visitent Notre-Dame de Paris chaque année.

Cette cathédrale, qui est aussi un sanctuaire marial élevé au rang de basilique, continue d'assurer ses fonctions d'édifice religieux: cinq offices y sont célébrés quotidiennement et sept les dimanches. Avec les fêtes et célébrations exceptionnelles, ce sont plus de deux mille offices qui résonnent chaque année sous ses voûtes.

Les touristes d'outre-Atlantique sont notamment attachés à Quasimodo et aux autres personnages - immortalisés par le cinéma et la comédie musicale - sortis de l'imaginaire de Victor Hugo, dont le roman «Notre-Dame de Paris» (1831) a amplifié le mouvement en faveur de la restauration de la cathédrale au XIX<sup>e</sup> siècle.

Camille Delourme avec AFP

## SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

## Le PAM achemine l'aide chinoise à des pays africains

Des bateaux transportant des milliers de tonnes de riz ont quitté, le 13 avril, le port de Huangpu de Shanghai, pour la Somalie, la République démocratique du Congo (RDC), le Soudan du Sud, le Congo et le Lesotho.

L'aide chinoise a permis au Programme alimentaire mondial (PAM) d'acheter plus de quatre-vingt-sept mille tonnes de riz en Chine et d'autres aliments à l'échelle nationale, qui bénéficieront à environ trois cent mille personnes vulnérables. Cette aide est accordée aux personnes déplacées et réfugiées, dont nombreux sont des femmes et des enfants issus des pays bénéficiaires confrontés à une série de problèmes qui pourraient toucher la sécurité alimentaire, dont des conflits armés, des catastrophes liées au climat et des économies au ralenti.

«Le soutien chinois nous permet d'élargir l'étendue de notre travail et de couvrir davantage de personnes ayant un besoin urgent d'aide alimentaire», a indiqué Qu Sixi, représentant du bureau du Programme alimentaire mondial (PAM) en Chine. «Nous espérons renforcer davantage notre partenariat avec la Chine et faire des efforts conjoints pour éradiquer la faim», a-t-il poursuivi.

Said Jama Mire, chargé d'affaires de l'ambassade de Somalie en Chine, a également exprimé sa gratitude. «Nous sommes très reconnaissants pour le soutien chinois concernant ce don alimentaire à la Somalie et à d'autres frères africains. Je voudrais également remercier le Programme alimentaire mondial pour leur soutien important au peuple somalien», a-t-il indiqué.

Josiane Mambou Loukoula

## LIBYE :

## L'OMS dresse un « lourd bilan » des affrontements

Depuis le début de l'offensive sur Tripoli du maréchal Khalifa Haftar, l'autoproclamé chef de l'armée nationale libyenne, le bureau de l'agence onsienne basé dans le pays a recensé cent-vingt et un morts et quelque cinq cents soixante et un blessés. Les chiffres ont été rendus publics dans un rapport, le 14 avril.

Sous les protestations de la communauté internationale qui soutient Faye Al Sarraj, reconnu par l'ONU, l'homme fort de l'est libyen se rapproche dangereusement de Tripoli, la capitale.

Dans la foulée des condamnations des «attaques répétées contre le personnel soignant» et ses ambulances, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a dressé un bilan lourd qui s'élève à cent vingt et un morts et cinq cent soixante et un blessés, selon les chiffres de son bureau en Libye.

Dans sa communication, l'organisation internationale ne donne pas de précisions sur le nombre de civils ou forces militaires tués ou blessés. Pour compléter ces tristes statistiques, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU estime à treize mille cinq cents, le nombre de personnes déplacées dont neuf cents seulement ont pu être reçues dans des centres d'accueil.

Ces chiffres sont à replacer dans le contexte des affrontements qui font rage depuis début avril dans la bataille de Tripoli. Après avoir conquis l'est pétrolier libyen, le maréchal Khalifa Haftar, chef autoproclamé de l'armée nationale libyenne, semble vouloir s'emparer de

la capitale Tripoli. Le maître de l'est et d'une partie du sud veut désormais élargir sa zone d'influence vers l'ouest de la Libye.

«Parmi tous ces morts et blessés, trente-et-une personnes sont des civils. Neuf d'entre eux ont été tués. Vingt-deux autres blessés. Ce qui nous alerte le plus, c'est de constater que, parmi les victimes, il y a aussi quatre travailleurs humanitaires. Trois médecins ont été tués. Un autre a été blessé. Un conducteur d'ambulance a aussi perdu la vie. Jusqu'à présent, huit ambulances ont été ciblées ou endommagées, pas directement mais parce qu'elles se trouvaient sur la ligne de front. Elles ont été visées par des tirs de roquettes ou d'autres choses comme ça. S'il vous plaît, ne ciblez pas les hôpitaux, les ambulances et les travailleurs humanitaires. En les visant, vous ne faites que rendre la population libyenne plus vulnérable», a appelé Syed Jaffar Hussain, représentant de l'OMS en Libye.

Début avril, le maréchal a engagé ses troupes en direction du siège du gouvernement d'union nationale de Faye Al Sarraj, son rival soutenu par l'ONU sur

la base de l'accord politique interlibyen qu'elle a parrainé. Ce dernier tente de résister avec des forces loyales alors que l'ONU et la communauté internationale ont lancé des appels au calme et mis en garde contre toute exaction.

Dimanche, le président égyptien, Abdel Fattah al-Sissi, a rencontré, au Caire, le maréchal Khalifa Haftar. Les deux hommes ont discuté «des derniers développements de la situation en Libye» et du soutien de l'Égypte à l'unité, à la stabilité et à la sécurité dans ce pays.

Selon la porte-parole de la présidence, Bassam Radi, le président égyptien a, lors de ces entretiens avec Haftar, affirmé le soutien de son pays aux efforts de lutte contre le terrorisme ainsi que les groupes et milices extrémistes en vue d'assurer la sécurité et la stabilité du citoyen libyen sur l'ensemble du territoire libyen et à permettre la création d'un État civil stable et souverain.

Cette visite intervient alors que les troupes du maréchal Haftar affrontent quotidiennement celles du gouvernement d'entente nationale de Faye Al Sarraj, au sol comme dans les airs. Les civils ne sont pas épargnés. Jusqu'ici, les troupes fidèles au gouvernement d'union nationale sont parvenues à tenir celles d'Haftar à distance, mais de violents combats ont eu lieu aux abords de l'aéroport de Tripoli, situé à une dizaine de kilomètres du centre de la capitale.

Yvette Reine Nzaba



**VOUS L'AVIEZ DEMANDÉ !**  
Désormais le méga hors forfait  
est à 10F.



**LE RESEAU DES SMARTPHONES**

## FAUNE SAUVAGE

# L'Union européenne octroie treize millions d'euros pour des projets de conservation au Congo

L'appui financier du partenaire européen vise surtout à soutenir les politiques publiques qui réconcilient les questions de conservation et la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

L'Union européenne (UE) entend financer six projets à fort impact socio-économique au cours de ces deux prochaines années. Plusieurs localités du pays sont concernées par l'aide financière, notamment les départements de la Lékoumou, la Cuvette, la Cuvette ouest, la Sangha, la Likouala et le Pool.

Parmi les projets retenus, la conservation de la biodiversité du Parc national de Nouabale-Ndoki et de sa périphérie. Des activités socio-économiques et sectorielles autour de l'aire protégée seront financées à 88% ; l'objectif étant de promouvoir une économie verte caractérisée par un développement économique durable et inclusif, ainsi que la lutte contre le changement climatique. La population riveraine sera donc associée à la gestion intégrée des ressources naturelles.

Un autre projet concerne le programme global de gestion durable de la faune (Swim en anglais). Doté d'une enve-



Photo de famille après le lancement des projets

loppe d'environ 3,8 millions d'euros, ce projet est porté par un consortium composé de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'ONG WCS et plusieurs autres structures spécialisées dans la conservation.

Le projet Swim est basé dans le département de la Sangha et intervient dans l'améliora-

tion de la gestion des espèces sauvages pour rendre durable la consommation de viandes sauvages. L'initiative contribue à un double objectif, notamment la préservation de la faune sauvage et l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la population. En soutenant ces initiatives en faveur de l'environnement et les droits de la population

riveraine, rappelle l'ambassadeur de l'UE au Congo, Raul Mateus Paula, il s'agit de défendre trois engagements majeurs : la réduction de la pauvreté, le soutien continu de l'Europe pour une gestion durable des écosystèmes et de la biodiversité et son renouvellement du soutien aux organisations de la société civile comme partie prenante

essentielle dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques.

« Protéger l'environnement, c'est donc aussi protéger les hommes et les femmes. En matière de protection des droits humains, s'inscrit celui de participer à l'exercice du droit citoyen. Deux projets se sont fixés comme challenges de rendre plus efficient le suivi des politiques publiques, tout en associant les organisations de la société civile à la gouvernance locale », a estimé l'ambassadeur.

Notons que deux projets importants ont été retenus en matière de protection des droits humains, avec une enveloppe cumulée de plus sept mille euros. Ces deux initiatives portent sur la protection des personnes vulnérables et la formation d'une centaine d'organisations de la société civile aux techniques de suivi et de contrôle citoyen de la dette congolaise.

Fiacre Kombo

## LÉKOUMOU

## Le district de Zanaga se prépare pour son centenaire

Les ressortissants de la localité vivant à Brazzaville se sont réunis, le 14 avril, autour du député Marcel Mbani, pour définir les contours liés à la célébration des cent ans de leur district. Les échanges ont également porté sur les problèmes cruciaux auxquels la localité est confrontée.

La célébration du centenaire de Zanaga, district du département de la Lékoumou, aura lieu l'année prochaine. Q a précisé l'honorable Marcel Mbani. Anciens ministres, ambassadeurs, sénateurs, députés, hauts fonctionnaires et les notabilités constitueront le comité d'honneur dans le cadre de l'organisation des festivités du centenaire dont la date précise sera connue sous peu. Les originaires de Zanaga vivant à l'étranger seront également impliqués.

## Retour à la terre

Le député Marcel Mbani a, par

**« Notre district a beaucoup de potentialités en termes agricoles. Nous devons donc travailler d'arrache-pied pour apporter notre pierre à l'édification de l'économie nationale à travers l'agriculture »,**

ailleurs, éclairé la lanterne de la diaspora de Zanaga à Brazzaville sur le Plan national de développement adopté par le parlement. La diversification de l'économie, a-t-il indiqué, est l'un des principaux objectifs fixés de ce plan. « Notre district a beaucoup de potentialités en termes agricoles. Nous devons donc travailler d'arrache-pied pour apporter notre pierre à l'édification de l'économie nationale à travers l'agriculture », a indiqué le député, soulignant que la diversification de l'économie n'est possible qu'avec un secteur agricole dynamique.

Dans un dialogue direct, la diaspora a évoqué le caractère enclavé de la localité qui pourtant débouche sur cinq axes menant jusqu'à la frontière du Gabon. À cette préoccupation, Marcel Mbani a expliqué que la situation est prise en compte dans le budget 2019. La réhabilitation de la route Sibiti-Ogooué jusqu'à la frontière du Gabon, du tronçon Kengué-Kompoto et bien d'autres, est inscrite dans l'agenda de l'Etat. « Toutes les dessertes sont prises en considération malgré les



Le député de Zanaga s'adressant à la diaspora de Brazzaville

difficultés économiques que le Congo connaît aujourd'hui », selon lui.

## Solidarité face au sinistre

Récemment, à Zanaga, les édifices publics, notamment le collège, le lycée, l'infirmerie et plusieurs habitations ont été endommagés par des tornades à répétition. Une triste réalité mettant la population dans l'em-

barras. Le député de la circonscription a donc initié une quête spéciale pour une assistance matérielle et financière afin de soulager les familles victimes du désastre. Cette action de cœur viendra sans nul doute briser la crise de solidarité fustigée par les ressortissants de ce district pour avancer vers le développement main dans la main. En rappel, le centenaire de Zana-

ga devrait être célébré en 2009. Mais les dissensions internes ont avorté le projet. Cette fois-ci, les ressortissants de la contrée souhaitent que l'initiative soit couronnée par un succès éclatant. Marcel Mbani a attiré l'attention de tous de sorte que les actions menées dans le cadre de cette célébration concourent au succès tant attendu.

Rominique Makaya

## CHU DE BRAZZAVILLE

## Sylvain Villiard prend ses fonctions

Le nouveau directeur général du Centre hospitalier universitaire (CHU) a été installé, le 16 avril. Sylvain Villiard remplace l'ancien directeur général par intérim, Jérémie Mouyokani.

Après avoir pris officiellement ses fonctions, Sylvain Villiard a décliné son programme d'action. Celui-ci s'articule autour de la qualité des soins administrés aux patients, du soutien multiforme des autorités congolaises en vue de l'amélioration des services du CHU.

« Nous sommes là pour aider à la gouvernance, la gestion et préparer à la formation pour assurer à l'ensemble de la population et particulièrement aux patients des soins de qualité », a déclaré le Canadien.

L'appui des instances gouvernementales lui permettra de rechercher des investissements auprès des partenaires. Les services de laboratoire et de l'imagerie médicale qui sont des outils primor-

diaux pour le corps médical, il a indiqué que des efforts devront être maximisés afin de donner un diagnostic correct auprès du patient et des résultats qui permettent de faire un bon suivi des interventions en vue d'une guérison rapide.

Le nouveau directeur envisage étendre ses actions dans le volet de l'hygiène sanitaire, la complémentarité avec d'autres hôpitaux ainsi que sur les priorités du projet d'établissement laissé par son prédécesseur.

Sylvain Villiard est entouré de quatre collaborateurs dont le directeur économique et financier, François Bilodeau, et Karine Rousseau, conseillère aux affaires médicales.

François Bilodeau s'occupera

des tout ce qui touche au financement d'une manière directe ou indirecte, a insisté le directeur général, ajoutant qu'ils travailleront sur les acquis déjà mis en place par l'ancien directeur général par intérim.

Karine Rousseau, a poursuivi le

**« Nous sommes là pour aider à la gouvernance, la gestion et préparer à la formation pour assurer à l'ensemble de la population et particulièrement aux patients des soins de qualité »**

nouveau directeur général, appuiera la directrice des affaires médicales dans tout le processus qui touche directement aux soins des patients et le service aux patients. Il a, par ailleurs, invité le personnel de santé à prendre ses responsabilités pour l'amélioration du CHU.

L'ancien directeur général par intérim, Jérémie Mouyokani, à son tour, s'est dit heureux et fier d'avoir servi le CHU. D'après lui, il essayé de réaliser quelques actions, notamment la régularité du comité de direction qui approuve le budget et oriente les actions, l'étude de vétusté qui a permis de lancer des appels d'offres pour pouvoir engager les réhabilitations ainsi que le projet d'établissement qui est un document des

projets du CHU et bien d'autres. Notons que la cérémonie de passation de service a été supervisée par le directeur de cabinet de la ministre de la Santé et de la population, Florent Balandamio. Pour lui, cette passation de service est une étape de la mise en œuvre des lignes d'actions de la réforme hospitalière dont l'espoir est fondé sur l'amélioration de la gouvernance du centre, au bénéfice des patients et des travailleurs.

L'assistance technique apportée repose sur l'assainissement de la gestion des ressources humaines, financières et logistiques, l'implantation des méthodes et outils de la gouvernance hospitalière et clinique.

*Lydie Gisèle Oko*

## EDUCATION

## La rénovation de l'Ecole militaire préparatoire envisagée

À l'issue de la descente effectuée le 16 avril, le ministre de la Défense nationale, Charles Richard Mondjo, a souligné qu'il est prévu la rénovation de l'Ecole militaire préparatoire général Leclerc (EMPGL) notamment en ce qui concerne les infrastructures, l'amélioration du cadre de vie et de travail ainsi que le renouveau pédagogique afin de consolider les acquis dudit établissement.

Le ministre Charles Richard Mondjo a touché du doigt la réalité de l'EMPGL. Les membres du haut commandement dont le chef d'état-major général (CEMG) des Forces armées congolaises, le général Guy Blanchard Okoi, lui ont tenu compagnie lors de cette visite de travail. « Vous comprenez mieux l'attachement du ministère de la Défense nationale à la performance de ses écoles et centres de formation », a indiqué le ministre donnant la portée de sa présence sur le terrain pour se faire une idée des problèmes auxquels l'école est confrontée, les avancées qui y sont notées à travers une visite guidée tout en échangeant avec le personnel et livrer un message aux enfants de troupe.

Le commandant de l'EMPGL, le colonel Raphaël Ngoubou, a exposé les différents problèmes auxquels l'établissement fait face et qui sont essentiellement liés à la logistique, au fonctionnement administratif par rapport au statut de lycée d'excellence que porte l'établissement. La réhabilitation de certains compartiments dont l'espace multimédia et la salle grâce à l'association des anciens enfants de troupe a été évoquée. Le but selon le commandant de l'école étant d'offrir aux enfants de troupe toutes les commodités à leur bien-être.

Au titre de l'année 2019, le commandement des écoles, sous l'impulsion du CEMG, s'est fixé cinq objectifs prioritaires : mener et coordonner les actions de formation dans les écoles et centres d'instruction ; rendre crédible l'organisation des examens, tests et concours en privilégiant les candidats les plus méritants; améliorer de manière qualitative la formation dans les écoles et centres d'instruction; élaborer la documentation nécessaire d'instruction de référence pour la formation continue et discontinuée.

S'adressant aux enfants de troupe, le ministre de la Défense a insisté sur le fait que l'EMPGL est consacrée à l'excellence en appelant à la discipline. « Souvenez-vous que certains de vos anciens qui ont brillé par l'inconduite à l'étranger ont été rapatriés et punis conformément à la réglementation en vigueur », a-t-il rappelé pour attirer l'attention des enfants de troupe auxquels le ministre a d'ailleurs souhaité plein succès dans l'élévation par l'effort comme l'indique la devise de cette école.

*Rominique Makaya*

## UNIVERSITÉ

## Les journées doctorales philosophiques rassemblent les sachants des deux Congo

Reparties en une vingtaine de panels, les activités scientifiques, premières du genre, porteront sur les travaux des doctorants et enseignants-chercheurs. Ouvertes le 15 avril, elles se tiennent à la Faculté des Lettres, arts et sciences humaines (Flash) de l'Université Marien-Ngouabi (UMNG) jusqu'au 20 du même mois.



Le représentant de l'Université de Lubumbashi et Théophile Obenga autour du doyen de la Flash

Les premières journées doctorales de philosophie, organisées sur le thème « Logique et argumentation autour du discours philosophique », traduisent l'existence d'une communauté philosophique sans frontière. Elles sont le fruit du partenariat entre les formations doctorales de l'UMNG et de l'Université de Lubumbashi (République démocratique du Congo). « Cette activité riche de son poids scientifique procède de la volonté de la formation doctorale de remettre les docteurs, chercheurs et enseignants-chercheurs en situation pédagogique dans la forme académique qui sied le mieux à la tradition universitaire », a expliqué le Pr Auguste Nsonsissa, responsable du parcours master en Sciences humaines et sociales à la Flash. Le doyen de la Flash, le Pr Dieudonné Tsokini, a salué l'initiative de la formation docto-

rale de l'UMNG d'organiser ces journées pour promouvoir la recherche à travers l'exercice de partage de connaissances. Par ailleurs, il n'est pas resté sans mot dire sur l'axe philosophique Brazzaville-Lubumbashi. « C'est une impulsion remarquable de collaboration entre les universités du sud qui serait un bel exemple à exploiter », a estimé Dieudonné Tsokini, s'exprimant sur la présence des enseignants-chercheurs de l'Université de Lubumbashi à ces journées doctorales de philosophie. Abondant dans le même sens, le représentant de cette université, le Pr Emmanuel Banywesize Mukambilwa, a souhaité que les deux parties renforcent la mobilité enseignante et étudiante pour une meilleur partage de connaissances scientifiques. Le chef du département des doctorats de l'UMNG, ancien responsable de la formation

doctorale de philosophie sortant, le Pr Marcel Nguimbi, voit en ces rencontres une occasion de poser les jalons permettant de relever le grand défi qui n'est autre que celui de la relève. « Si nos maîtres étaient indifférents ne pensant qu'à leur ego, on aurait plus qu'un professeur titulaire en activité et zéro maître de conférences. Il faut créer les conditions pour la relève », a-t-il fait savoir.

En rappel, le département de philosophie de l'UMNG a été créé en 1976 par Joseph Kouka Campo. En 2000, le Pr Charles Zacharie Bowao a reçu le quitus du Cames pour lancer la formation doctorale. En dix-neuf ans d'activité, cette formation a produit trente-cinq docteurs dont trente-deux à la Flash et trois à la chaire Unesco de l'Ecole normale supérieure, a indiqué le Pr Marcel Nguimbi.

*R.M.*

## CONSEIL MUNICIPAL DE KINTÉLÉ

## Le budget 2019 s'élève à plus de sept cent cinquante-deux millions francs CFA

Les élus locaux de la commune de Kintélé ont adopté, le 12 avril, le budget de l'exercice en cours, au terme d'une session extraordinaire dont les travaux ont été clôturés par Stella Mensah Sassou N'Guesso, présidente de cette assemblée locale.

Le budget approuvé en recettes et en dépenses est en baisse de 23,23% par rapport à celui de l'année dernière, estimé à plus de neuf cent quatre-vingts millions de francs CFA. Plus de sept cent cinquante-deux millions francs FCFA seront affectés, entre autres, à l'assainissement, la réhabilitation du réseau routier de cette commune, l'acquisition d'une étendue de cent hectares de terre pour l'aménagement d'un cimetière municipal ainsi qu'au recensement administratif et à vocation d'état civil. « Les véhicules poids lourds ont endommagé le réseau routier de notre commune. Il faille qu'on le réhabilite. L'inhumation des parents dans le cimetière privé coûte cher aux Congolais. Il nous faut un cimetière de l'Etat parce que c'est moins coûteux », a commenté Bénédicte Egnoua, conseillère municipale de la commune de Kintélé.

Outre le budget, le plénum des conseillers a validé à l'unanimité le compte rendu de la session

administrative extraordinaire d'octobre-novembre 2018 ; le rapport de mission et les fiches annexes de la commission socioculturelle ; le rapport d'activité du bureau exécutif ; le plan d'action 2019 et le compte administratif 2018. Les conseillers se sont également préoccupés du dépotoir au quartier Lifoula et de la dégradation des stations d'épuration au quartier Mille logements, le rachat par la mairie du site abritant le marché de Manianga et l'application des taxes sur les parkings.

Pour renforcer l'action de cette assemblée locale, ses élus ont suivi un exposé sur le plan et le développement local. En effet, le plan de développement local est un programme de planification participative, multisectoriel et décentralisé. Il se réalise avec l'apport des acteurs locaux en tenant compte des ressources naturelles disponibles dans une vision de développement économique, social et environnemental équilibré. Chaque territoire a ses spécificités et doit pour cela



Les participants Adiac

avoir sa propre dynamique de développement et ces considérations peuvent être prises en compte par le plan.

« Il convient de souligner que le budget exercice 2019 a été élaboré dans un contexte économique national difficile », a indiqué Stella Mensah Sassou N'Guesso. Elle a sollicité l'impli-

cation des conseillers pour relever les défis socioéconomiques de la commune pour le bien-être de la population.

Rappelons que le conseil municipal ou conseil communal est une assemblée délibérante sur la politique menée par une commune. D'un pays à un autre, voire d'une subdivision admi-

nistrative à l'autre dans certains pays, la désignation de ses membres, leurs droits et devoirs sont différents. Au Congo, par exemple, le conseil municipal est l'assemblée délibérante élue de la commune chargée de régler, par ses délibérations, les affaires de la commune.

Fortuné Ibara

## INTÉGRATION

## 4,421 milliards de dollars pour mettre en œuvre la stratégie régionale

Le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement (BAD) a entériné, le 15 avril, le Document de stratégie d'intégration régionale pour l'Afrique centrale (DSIR) 2019-2025, dont la mise en œuvre nécessite un investissement d'un montant de 4,421 milliards de dollars américains.

Environ 88 % du fonds prévu devront être consacrés au renforcement des infrastructures régionales. Les éléments du plan relatif au développement des infrastructures et des capacités institutionnelles contribueront également au renforcement de la résilience des pays de la région. Des opérations spécifiques renforceront la lutte contre l'insécurité alimentaire, permettront la réintégration socio-économique des groupes vulnérables et préserveront les écosystèmes du bassin du Congo.

« L'appui permanent de la Banque africaine de développement à l'Afrique centrale est indispensable à la réussite de l'intégration économique des pays de la région. Le nouveau document de stratégie d'intégration régionale poursuit cette tradition d'opérations de soutien dans des secteurs économiques essentiels », a affirmé Moono Mupotola, directeur du Développement régional et de l'intégration régionale à la Banque, ajoutant : « À terme, il donnera un grand coup d'accélérateur aux échanges commerciaux

intra-régionaux et au processus de mutation structurelle qui est indispensable à l'environnement politique et économique. »

Notons que cette stratégie contribuera également au renforcement des capacités institutionnelles des organisations régionales, en particulier celles de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) et de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac).

Elle s'appuie sur les enseignements tirés de la mise en œuvre d'initiatives de développement régional antérieures. Ce document énumère aussi les projets de la Banque destinés à accélérer les échanges commerciaux intra-régionaux, la croissance économique inclusive et la mutation structurelle de la région de l'Afrique centrale. Il orientera les opérations régionales de la BAD dans sept pays membres de la CEEAC : Cameroun, Tchad, République du Congo, Guinée équatoriale, Gabon, République démocratique du Congo et la République centrafricaine qui regroupent une population

totale de quelque cent trente millions de personnes.

L'Afrique centrale dispose de ressources pétrolières importantes, de réserves de métaux précieux et de minerais, d'énormes ressources transfrontalières en eau et du plus grand potentiel hydroélectrique du continent. « L'application de la stratégie d'intégration pour l'Afrique centrale encouragera les autorités régionales et nationales à veiller à ce que les programmes et les initiatives transfrontaliers soient intégrés à la planification et à l'administration des ressources publiques », a déclaré Ousmane Doré, directeur général du Bureau régional de développement et de prestation de services pour l'Afrique centrale de la BAD.

Le DSIR est conforme au nouveau cadre stratégique pour l'intégration régionale de la Banque, approuvé en mars 2018, et à sa stratégie décennale 2013-2022. Il s'aligne également sur les priorités régionales de la CEEAC et de la Cémac et sur les cinq grandes priorités de la Banque.

Lopelle Mboussa Gassia

## CRÉATION DE L'AIRE MESSOK-DJA

## Les ONG font des descentes d'explications des communautés

Le consortium des organisations non gouvernementales (ONG), composé de Brainsforest (Gabon), du Comptoir juridique junior (Congo) et du Cercle des peuples autochtones de la Sangha, a préparé un guide pour la mise en œuvre de l'approche et la sensibilisation des communautés au consentement libre, informé et préalable (Clip).

L'objectif de ces missions est de présenter les contours du Clip, les différents enjeux et défis liés aux aires protégées et aux droits des communautés locales et populations autochtones (Clpa), sensibiliser aux missions, fonctions et statuts des éco-gardes, identifier les besoins des Clpa vis-à-vis de la future aire protégée.

Lors de sa mission sur le terrain, la semaine dernière, le consortium des ONG a expliqué aux communautés locales et autochtones la présentation du contexte de mise en œuvre du concept Clip. La mission du consortium des ONG a été menée auprès des trente-six communautés dont les zones d'activités se superposent avec l'espace proposé pour la création de l'aire protégée de Messok-Dja et qui se situent dans les districts de Sembé, Ngbala et Souanké.

L'appropriation du guide par les communautés locales leur offre le droit de refuser ou de consentir des projets susceptibles d'avoir une incidence sur les terres qu'elles possèdent ou utilisent traditionnellement. Les communautés ont été également édifiées sur les contours du concept utilisé ainsi que les différents enjeux, les défis liés aux aires protégées, les droits, les fonctions et le statut des éco-gardes. La mission du consortium des ONG a permis aussi de faciliter l'identification des représentants du Clip en charge des négociations dans l'établissement de l'aire protégée Messok-Dja. Les communautés locales et autochtones ont salué vivement l'approche utilisée, celle de les consulter avant la création de l'aire protégée. Elles ont manifesté un réel engouement à poursuivre le processus de consultation jusqu'aux concertations où elles auront l'opportunité d'exprimer leurs avis aux décideurs et aux gestionnaires des ressources naturelles.

Notons que le principe Clip est protégé par le droit international car « tous les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes » et, en ce qui concerne l'autodétermination, « ils assurent librement leur développement économique, social et culturel ». La mise en œuvre de ce principe aide les organismes et soutient les communautés affectées par les projets de développement de grande ampleur. Aussi le Clip est-il un outil pratique qui facilite le dialogue entre les communautés et les promoteurs de projets, notamment les entreprises, le gouvernement et les bailleurs de fonds.

F.I.

**PATRIMOINE CULTUREL IMMATÉRIEL DE L'UNESCO**

# Constantin Brancusi réalise une œuvre universelle en hommage à l'Afrique

L'œuvre Brancusi intitulée « La jeune fille sophistiquée », un portrait de Nancy Cunard, retrace la civilisation antique et ce jusqu'à la renaissance. Elle favorise sans nul doute un dialogue interculturel au profit de l'humanité dans son intégralité.

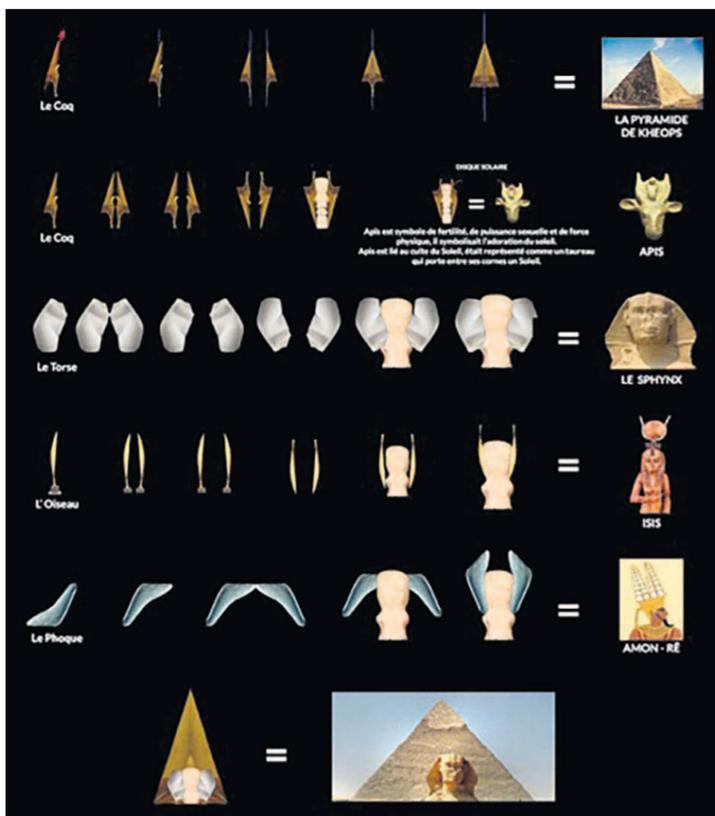
« La jeune fille sophistiquée » est une sculpture en bronze. Cette œuvre devenue historique, à titre de rappel, avait été vendue le 15 août 2018, pour une somme record à New-York par Christie's, plus précisément pour la somme de soixante-onze millions de dollars. En dépit du fait que le montant de cette vente représente un record pour l'artiste, il n'est pas anodin de souligner que cette œuvre reste largement estimée en dessous de sa valeur si l'on tient compte de ce qu'elle représente pour l'histoire de l'humanité. En effet, l'œuvre entière de Constantin Brancusi dissimule les secrets liés aux connaissances de l'humanité, offrant une clef de lecture de l'art et de l'architecture, en remontant de l'Antiquité à la période moderne. Toute personne portant son regard et son attention sur les œuvres de Brancusi, à condition de savoir les décrypter, a ainsi accès à ces secrets.

Ceux-ci ont été dévoilés en avant-première, sous le haut patronage du président de la République française, Emmanuel Macron, devant un comi-

té de scientifiques, d'avocats spécialistes du marché de l'art et d'experts devant les tribunaux. Par la même occasion, un livre intitulé « De l'ignorance à la connaissance » a permis la présentation des études scientifiques, éditées l'an dernier, précisément début mai 2018 par la maison de couture Lawvin.

**L'interprétation de l'œuvre**

« La jeune fille sophistiquée » fait référence à la légende d'Isis et Osiris. De dos, la sculpture représente un poisson présent entre les cuisses d'une femme et en train de la féconder. Avec une inclinaison de quatre-vingt-dix degrés, on constate qu'il s'agit de la bouche du Tétodon Fahaka, poisson du Nil, lequel, comme dans la légende, avale les parties intimes d'Osiris. En redressant ce qui représente le sexe d'Osiris, on constate qu'il symbolise parfaitement une autre sculpture fameuse de Constantin Brancusi, « Le Baiser de 1905 », représentant des divinités égyptiennes et le récit du mythe d'Isis et



d'Osiris. L'œuvre Brancusi retrace la civilisation antique jusqu'à la renaissance, ce qui favorise sans nul doute un dialogue interculturel au profit de l'humanité dans son intégralité. Le Pr Beseat Kiflé Selassié, ancien directeur du patrimoine à l'Unesco, a indiqué que la mise

en lumière des découvertes de Thierry Rayer était remarquable et appliquait une méthode scientifique rigoureuse. Au-delà, il a tenu à poser que cette mise en lumière apporte une dimension universelle aux découvertes concernées, faisant de Constantin Brancusi un artiste de génie. Elles

correspondent, en effet, à la convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel tel que défini par son article 2. Ces découvertes s'appuient sur l'utilisation des procédés mathématiques universels et de la géométrie (Thales, Pythagore, le nombre d'or, la suite de Fibonacci), permettant de rassembler toutes les grandes réalisations de l'humanité.

Lors de la conférence du Cercle d'études scientifiques à l'Unesco, parrainée par Ibrahim Albalawi, ambassadeur permanent du royaume d'Arabie saoudite auprès de cette institution, et par le président du groupe Afrique, Oumar Keïta, ambassadeur permanent du Mali auprès de l'Unesco, il avait été fait découvrir à de nombreuses délégations de l'universalité de la création dans le domaine de l'art et de l'architecture, par le biais de l'intervention du chercheur Thierry Rayer. Ces découvertes vont propulser l'estimation des œuvres de Constantin Brancusi en tête du marché de l'art.

**Bruno Okokana**

**PROGRAMME DES OBSÈQUES D'ETOU MBONGO FISTON (NDÔH)**

Le programme des obsèques se présente comme suit :

Jeuudi 18 avril 2019

- 8h00 : levée de corps à la morgue municipale de Brazzaville ;
- 10h00 : recueillement au domicile familial, sis n°45 bis rue Bouenza à Talangaï (arrêt Liberté-av.D. Okemba) ;
- 14h00 : départ pour le cimetière ;
- 16h00 : fin de la cérémonie.



**PROGRAMME DES OBSÈQUES DE MABOUE SUZANNE**

Les enfants André Mbami, les familles Kari, Kialila Jacqueline et autres vous annonce le vendredi 19/04/2019.

- 9h00 : Levée de corps à la Morgue du CHU-B,
- 10h00 : Départ au domicile familial au n° 8 de la rue Manga Talangaï vers les cimetières de la Tsiémé,
- 11h00 : Recueillement des Parents, Amis et Connaissances et les danses traditionnelles,
- 12h00 : Messe catholique en mémoire de la disparue,
- 14h00 : Départ pour les cimetières privés Bouka V.I.P,
- 16h00 : Retour des cimetières,
- 18h00 : Fin de la cérémonie.



**NÉCROLOGIE**

La famille Ngatsé (Jean Paul Ngatsé, colonel Fidèle François Ngatsé, Yves Pierre Antoine Gatsé et frères ont le regret d'annoncer aux parents, amis et connaissances, le décès de Lucien Jérôme Gatsé, ancien inspecteur d'État à la retraite, le 11 avril 2019 au CHU de Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au 38 bis de la rue Djouéké, à Poto-Poto 2.

La date des obsèques sera communiquée ultérieurement.



Nely carole Biantomba, agents des Dépêches de Brazzaville, Thomas Kimbembe et la famille Kinsembo à Brazzaville Roger Massamba et la famille Kikouimba à Nzédimba district de Boko. Les enfants Nsangou ; Mbelolo, Biangue ; Balonga et Bandoki informent les parents amis et connaissances ainsi que les fidèles kimbanguistes que le programme des obsèques de leur mère et grand-mère la veuve Nsangou née Mounkaba julienne décédée le 5 avril 2019 à Brazzaville se présente comme suit



**Jeuudi 18 avril 2019**

- 9h30 : levée de corps à la morgue municipale de Brazzaville CHU ;
- 10h30 à 13h00 ; recueillement, culte et animation au domicile familial sis à Sangolo OMS quartier Moussoso arrêt de bus Maison blanche
- 13h30 : départ pour le cimetière familial à Boko

**Vendredi 19 avril 2019**

- 10h30 : inhumation
- 15h00 : retour à Brazzaville

**Nb :** à l'attention des populations et fidèles kimbanguistes de Boko, la veillée mortuaire de Mama Ngudi se tiendra à Kitadi

**Vous venez de perdre un être cher pour le faire savoir à vos proches**  
 Une équipe de professionnels est à votre disposition  
 Tél: +242 05 532 0109  
 E-mail: regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr  
 B4, bd Denis Sassou N'Guesso Immeuble les Manguiers (Mpia), Brazzaville

KARATÉ

# La bonne moisson des Diables rouges aux championnats d'Afrique de la zone 4

Les Congolais ont fait bonne impression, lors de la 11<sup>e</sup> édition des championnats de la zone 4 qui s'est déroulée du 8 au 14 avril, à Yaoundé, en occupant la deuxième place derrière le Cameroun. Ils ont eu une médaille d'or de moins que les Lions indomptables.

Seize médailles dont onze en or et cinq en argent, telle est la moisson des karatékas congolais au Cameroun. Dominique Ondzé leur a rendu hommage, le 15 avril, à leur arrivée à Brazzaville. « Vous avez été en mission et vous avez récolté la bonne moisson. C'est la première fois que nous obtenons onze médailles d'or et cinq d'argent pendant une compétition. Ce n'est pas rien », a reconnu le président de la Fédération congolaise de karaté et arts martiaux affinitaires (Fécoka-Ama). Les Diables rouges se sont présentés à cette compétition avec seulement dix-sept athlètes alors qu'elle mettait aux prises cinq pays, notamment le Cameroun, le Gabon, le Tchad, la Guinée équatoriale et le Congo. Ils ont eu le mérite de disputer seize finales. Chez les juniors messieurs, Alain Agoussou a remporté la médaille d'or dans les moins de 61 kg. Jean Ndinga Itoua l'a imité dans les moins de 76 kg. Prince Ndzobo Mobonda a aussi glané de l'or pendant que Bony Kamba se contentait de la médaille d'argent dans les plus de 76 kg. Chez les seniors messieurs, Innocent Okemba a confirmé tout le bien qu'on pensait de lui en glanant la médaille d'or dans les moins de 60 kg. Il a été même plébiscité meilleur athlète de la compétition. « J'ai remporté deux médailles lors des championnats de la zone 4. Je

suis très satisfait de ma performance parce que j'ai passé quatre ans sans pourtant participer à une compétition internationale. Autrement dit, c'est ma première compétition après les Jeux africains. J'ai remporté le titre de meilleur karatéka de la zone 4 et suis prêt à affronter les prochaines compétitions », a commenté Innocent Okemba. Dans les moins de 67 kg, Nardy Bikoka Mbako a aussi gagné la médaille d'or. Gloirdy Malanda Nganongo l'a égalé dans les moins de 75 kg. Les deux autres seniors se sont contentés de la médaille d'argent. Il s'agit de Guelor Bobombo et de David Kamba, respectivement dans les catégories de moins de 84 et plus de 84 kg. Chez les dames, Diabata Pembé Fatoumata a glané l'or dans la catégorie des moins de 50 kg. Sarah Boyibanda a fait autant dans les moins de 55 kg. En kata individuel messieur, Steven Moukassa a été le meilleur en remportant la médaille d'or.

### La Fécoka-Ama encourage les athlètes à entretenir cette flamme

Les Congolais se sont montrés à la hauteur en kata par équipe et en kumité par équipe. Chez les dames, Méchadée Badindamana s'est contentée de l'argent en kata individuel puis par équipe, le Congo a occupé la deuxième place. Des exploits que le président de la Fécoka-Ama sou-



La photo de famille des karatékas et le président de la Fécoka-Ama/Adiac

haiterait être réédités lors des futures échéances, notamment les Jeux africains de Maroc 2019 et les championnats d'Afrique. « Dans quelques jours, vous irez certainement au Maroc. Je souhaiterais que vous réalisiez les mêmes performances pour que l'on sente l'évolution de la discipline. Vous aviez été à la zone 4, vous êtes deuxièmes. Le premier a eu douze médailles d'or. Il y a des progrès », a souligné Me Doukaye. Me Formelle Toli Idamou, directeur technique national, faisant le bilan technique de la compé-

titution, a donné l'une des raisons qui a fait que le Congo soit devancé par le Cameroun. « Pour remplir les tableaux pour la catégorie seniors, il fallait avoir vingt-neuf athlètes. Le Congo n'a présenté que treize. Même chose pour la catégorie juniors où il fallait avoir onze athlètes, le Congo en a présenté quatre. Les Diables rouges ont beaucoup plus besoin du soutien pour parfaire leur condition afin de mieux représenter le Congo aux prochaines échéances. Nous n'allons pas dormir sur nos lauriers pour

les Jeux africains et les champions d'Afrique. Nous allons continuer à travailler avec les athlètes pour préparer les échéances à venir mais cela mérite un soutien conséquent des autorités », a expliqué ce ceinture noire 8e dan. Avant de quitter Yaoundé, la délégation congolaise a été reçue par Valentin Ollessongo. L'ambassadeur du Congo au Cameroun a félicité les athlètes pour leur prestation. Me Hubert Engambé a été désigné meilleur entraîneur de la compétition. **James Golden Eloué**

**PROGRAMMATION D'OUVERTURE**

Programme du 18/04/2019 au 25/04/2019

CANAL OLYMPIA POTO-POTO

Près de la Basilique Ste Anne

	Jeudi 18/04	Vendredi 19/04	Samedi 20/04	Dimanche 21/04	Lundi 22/04	Mardi 23/04	Mercredi 24/04	Jeudi 25/04
11h			<b>RALPH 2.0</b> Famille Animation Durée : 1h52	<b>DRAGONS 3 : LE MONDE CACHE</b> Famille Animation Durée : 1h44				
14h			<b>DUMBO</b> Famille Durée : 1h03	<b>LE PARC DES MERVEILLES</b> Famille Animation Durée : 1h25				
17h	<b>BACK TO SCHOOL</b> Comédie Durée : 1h51	<b>AVENGERS: INFINITY WAR</b> Aventure Durée : 2h29	<b>SHAZAM!</b> Action Durée : 2h12	<b>DRAGON BALL SUPER: BROLY</b> Action Durée : 1h40	<b>CAPTAIN MARVEL</b> Action Durée : 2h04	<b>THE WEDDING PARTY</b> Comédie Durée : 1h50	<b>GIRLS TRIP</b> //11-12 ans Comédie Durée : 2h02	
20h	<b>SHAZAM!</b> Action Durée : 2h12	<b>CAPTAIN MARVEL</b> Action Durée : 2h04	<b>CAPTAIN MARVEL VOST FR</b> Action Durée : 2h04	<b>ALITA : BATTLE ANGEL</b> Science fiction Durée : 2h05	<b>HAPPY BIRTHDAY 2 YOU</b> Epouvante-horreur Durée : 1h37	<b>THE WEDDING PARTY 2 : DESTINATION DUBAI</b> Comédie Durée : 1h30	<b>US</b> VOST FR //11-12 ans Thriller Durée : 1h56	
22h30	<b>ESCAPE GAME</b> //11-12 ans Thriller Durée : 1h39	<b>US</b> //11-12 ans Thriller Durée : 1h56	<b>SANG FROID</b> //11-12 ans Action Durée : 1h59					

www.canalolympia.com

CanalOlympia Poto poto

Normal & Nouveautés : 1 500 FCFA / Tarif enfant (<12 ans) : 1 000 FCFA VF : Version Française  
Premières : 5 000 FCFA / Evénement tiers : tarif fixé par les organisateurs VOST FR : Version Originale Sous-Titrée en Français

**INSTITUT FRANÇAIS DU CONGO**

**PROGRAMME DE LA SEMAINE DU 15 AU 21 AVRIL 2019**

Venez découvrir, dans le hall, l'exposition « Souffle et immigration » du plasticien ivoirien Wilfried Djaha, jusqu'à la fin du mois d'avril.

**LUNDI 15 AVRIL**  
09h00 : Musique : Les chorales chantent Pâques

**MARDI 16 AVRIL**  
18h30 : Ciné-club : Collier rouge de Jean Becker

**MERCREDI 17 AVRIL**  
16h00 : Lancement officiel de France alumni Congo  
19h00 : Mercredi à la cafétéria : Light of Kongo

**JEUDI 18 AVRIL**  
15h00 : Rencontre littéraire avec Elvis Brunell Natou autour du livre *Traité d'harmonie tonale issue des musiques et des traditions africaines diverses cultures, volume 1*

**VENDREDI 19 AVRIL**  
10h00 : Tourisme : Mon week-end à Brazza [vendredi 19 et samedi 20]

**SAMEDI 20 AVRIL**  
10h00 : Les rendez-vous de la médiathèque (Samedi des petits lecteurs, L'heure du conte, Rencontre de scrabble)  
15h00 : Café philo : « Du rapport vérité et erreur » par Dimitri Ovananga-Koumou

**DIMANCHE 21 AVRIL**  
10h00 : Ciné spécial : Cycle de films Alumni

Pour plus d'infos, veuillez consulter notre agenda du mois

## GESTION FONCIÈRE DANS LE KOUILOU

## Trois familles reconnues officiellement dans leurs droits

Les familles Manza, Tchiali-Yombi et Tchinganga Mafouka ont été déclarées officiellement propriétaires légales des portions de terres situées dans la sous-préfecture de Mandigo-Kayes, à l'occasion des travaux de la commission nationale de reconnaissance des terres coutumières du département du Kouilou, tenus le 12 avril.

Les travaux se sont déroulés sous les auspices de Pierre Mabilia, ministre des Affaires foncières et du domaine public, président de la commission nationale de reconnaissance des terres coutumières. S'agissant de la famille Manza, la commission lui a attribué trois cent neuf hectares de terres après avoir évacué, séance tenante, tous les conflits. Mille quatre cent cinquante-trois hectares sont revenus à la famille Kou-

boti. Les dossiers des deux autres familles, notamment Tchiali-Yombi et Tchinganga Mafouka n'ont connu aucune opposition. Les terres de ces familles s'étendent respectivement sur 4284 et 949 ha et les procès-verbaux leur ont été remis séance tenante.

Au terme des travaux, Pierre Mabilia leur a demandé d'immatriculer leurs terres, conformément à la loi.

Séverin Ibara



Le présidium des travaux./Adiac

## MUSIQUE

## L'artiste musicien Kevin Mbouandé en concert à Tata Loboko

Après une prestation exceptionnelle à la hauteur de sa réputation, l'année dernière, le patron du groupe brazzavillois Patrouille des stars revient dans la ville de Pointe-Noire pour un nouveau spectacle, le 1<sup>er</sup> mai.



Auteur et compositeur de plusieurs albums, mêlant avec brio la rumba et le ndombolo, Kevin Mbouandé s'est forgé une identité artistique remarquable qui a fait de lui l'un des musiciens les plus adulés du pays. Élu simultanément meilleur artiste de l'année en 2018 et 2019, par l'émission «Studio 210» de la chaîne nationale et aux Sanzas de Mfoa, le patron de Patrouille des stars continue de captiver les mélomanes.

En effet, c'est dans le même stade Tata Loboko qu'il a donné son tout dernier show ponténégrin, en septembre 2018. Ce jour-là, le public s'était déplacé en masse. Près de huit mille spectateurs, petits et grands, de tous les milieux confondus, avaient honoré la fête au rythme des tubes de la star brazzavilloise. Le 1<sup>er</sup> mai

donc, Kevin Mbouandé et Patrouille des stars seront une fois de plus au stade Tata Loboko pour une nouvelle prestation. La rumba et le ndombolo prendront tranquillement les commandes d'une soirée folle en musique. Ainsi, l'artiste ne se privera pas d'interpréter les morceaux de son nouvel album baptisé «312 métaphysique».

Notons que ce concert sera un savant mélange d'anciennes et de nouvelles chansons. Avec une énergie débordante et une voix homogène, Kevin Mbouandé amènera ses fans au firmament, l'éclectisme et la qualité de ses chansons vont séduire une fois de plus le public de Tata Loboko qui sans nul doute saluera sa performance tout en lui réservant un triomphe mérité.

Hugues Prosper Mabonzo

AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE

**ADIAC**

Toute l'actualité  
Du Bassin du Congo  
EN VIDÉO

www.adiac.tv

+336 11 40 40 56 | info@adiac.tv | 84, boulevard Denta-Sessou-N'Gouesso  
Brazzaville - République du Congo

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER DE KINSHASA

## MUSIQUE SYMPHONIQUE

# Un concert de la Fanfare territoire junior de l'Armée du Salut clôt la journée des cosmonautes

Organisé par le Centre culturel russe (CCR), le week-end dernier, le spectacle s'inscrivait dans le cadre de la Journée des cosmonautes.

C'est en présence de plusieurs diplomates en poste au Congo, du commandant du Régiment d'apparat et d'honneur, le colonel Cyriaque Elenga Ngolo, en sa qualité de patron de la musique principale des forces armées congolaises (FAC), et du colonel Bamanabio, secrétaire en chef de l'armée du salut au Congo, que la Fanfare territoire de l'Armée du Salut s'est produit au CCR.

Placée sous la direction du chef de cette fanfare, Armonie Sérault Massamba, ce concert a débuté par les hymnes des deux pays (la Russie et le Congo) interprétés avec brio par ladite fanfare.

Sitôt après, Armonie Sérault Massamba et les trente-sept artistes sur scène ont interprétés tour à tour, les partitions contenues dans le premier tableau, à savoir «Alleluia le Messie» et «Berenice» (Georg Friedrich Haendel) ; «Trumpet Tune» de Henry Purcell (soliste Hector Mboumba) ; «Plaine, ma plaine»



Armonie Sérault Massamba, chef de la Fanfare territoire junior, dirigeant la musique (crédit photo Irina Belyaeva)

(Poliouchko-pole) chant populaire russe ; «Katioucha» (solo chanté par Gisda Batola). Les différents chants comme «Katioucha», «Paliouchka», «Po-

lio», qui sont chants populaires russes, ont été arrangés pour la circonstance par Armonie Sérault Massamba.

Après le premier tableau, la

Fanfare territoire junior a entamé le second avec des chants populaires russes et congolais, comme «Trombone Solo» de Nikolai Rimski-Korsakov (soliste

Béni Bantsimba) ; «Le cheval», «La prisonnière du Caucase», «Le Bucheron» de Franklin Boukaka, «Brazzaville» du général Nzambi Makoumba Nzambi, tous ces chants arrangés en version fanfare par Armonie Sérault Massamba.

L'un des meilleurs moments du concert, a été le duo Ruben Madzou et le grand trompettiste May's, interprétant un duo de cornet Délivrance. Les deux artistes ont été vivement applaudis.

Avant de quitter la scène, Armonie Sérault Massamba a annoncé le programme du groupe, notamment la tournée qu'il va entamer la fin du mois de juillet à Pointe-Noire et un concert prévu la fin de l'année à l'Institut français du Congo de Brazzaville.

A l'issue du spectacle, le directeur du CCR, Sergey Belyaev, a félicité la Fanfare territoire junior pour sa brillante prestation.

**Bruno Okokana**

## MUSIQUE SACRÉE

## L'album «Plus de toi» présenté officiellement

La soeur Magarelle Kimbembé a présenté son opus, le week-end dernier à Brazzaville, dans la salle des fêtes de l'école Dom-Helder-Camara.

Peu avant la montée sur scène de l'artiste, le pasteur évangéliste Dhavant Kimbembé de l'Eglise évangélique du Congo et la chorale des aînées ont interprété tour à tour deux cantiques, « Je ne suis pas seul » et « Christ est mon sauveur ».

Le premier chant avec exhortation véhicule un message qui stipule ce qui suit : « Jésus est fidèle et ne délaisse personne. L'Homme souffrant n'est pas

seul mais le Seigneur dans son amour est présent et prêt à agir. Il s'agit juste d'être confiant, de tourner son regard vers lui. »

Le second, quant à lui, fait suite au premier. Il est, en effet, l'expression de la joie d'avoir choisi Jésus-Christ comme Seigneur et sauveur. « D'autres dieux n'ont plus de place dans ma vie », dit le chant.

C'est par A capella que la soeur

Magarelle Kimbembé, d'une voix angélique, a ouvert le bal de son concert qui a porté essentiellement sur les titres de l'album «Plus de toi» à savoir «Emmanuel», «J'aime Jésus», «L'amour de ma vie», «Mpeve a longo», «Nasepeli», «Plus de toi», «Rocher des âges», «Saint Saint» ... « Le Seigneur est celui-là qui fait quand il veut, et le fait bien. Tu as fait ce que je ne pouvais imagi-

ner. Tu as tout accompli sur la croix. Jésus est l'amour de ma vie », a déclaré soeur Magarelle Kimbembé, commençant chaque chanson par une prédication. « Etre chrétien est synonyme de vivre à l'image de Christ, de promouvoir l'amour sincère, bref, être la lettre de Christ sur terre », a-t-elle ajouté.

Invitée à ce concert, soeur Krystel Grâce, du groupe Gaël de la République démocratique du Congo (RDC), a plongé le monde de Dieu dans les louanges à travers les interprétations de quatre chansons: «Je me donne un parfum», «Na mikambi», «Esi nakoma ya yo» et «Je t'aime Yaweh».

Pour sa part, véritable bête de scène, la soeur Crédo Malela ne badine pas avec le chant gospel. C'est sans gêne et avec autant d'amour et de fougue qu'elle loue son Dieu. Elle l'a démontré au cours de ce concert à travers les trois chansons qu'elle a interprétées, dont «Africa» chantée sous le rythme zoulou qui a émerveillé le peuple de Dieu et «Tokomatisa niveau» qui a mis le public en ébullition. Ça été un véritable show.

L'un des moments forts a été

la prestation d'ensemble de soeur Magarelle Kimbembé et ses invités, à savoir le pasteur Dhavant Kimbembé et les sœurs Krystel Grâce et Crédo Malela. Tous les quatre, ont interprété «Nionso pona yo », montrant combien les enfants de Dieu sont unis en dépit du fait qu'ils ne sont pas tous du même pays. Au cours de ce passage d'ensemble, le pasteur Dhavant Kimbembé a été très applaudi lorsqu'il a chanté en « bobo », marquant ainsi l'expression de la joie, pour dire que le Seigneur est merveilleux.

**Le concert a pris fin avec la vente et la dédicace de l'album en vue de soutenir l'artiste.**

« Je suis très heureuse, parce que malgré les difficultés rencontrées lors des préparatifs, Dieu a permis que cette activité se tienne », a fait savoir soeur Magarelle Kimbembé, à l'issue du concert.

Rappelons que «Plus de toi» a été choisi comme titre phare de cet album de huit chansons, par rapport à son message très capital et du fait que c'est le chant qui annonce cet opus.

**B.O.K.**



La soeur Magarelle Kimbembé entrant sur scène par un A capella